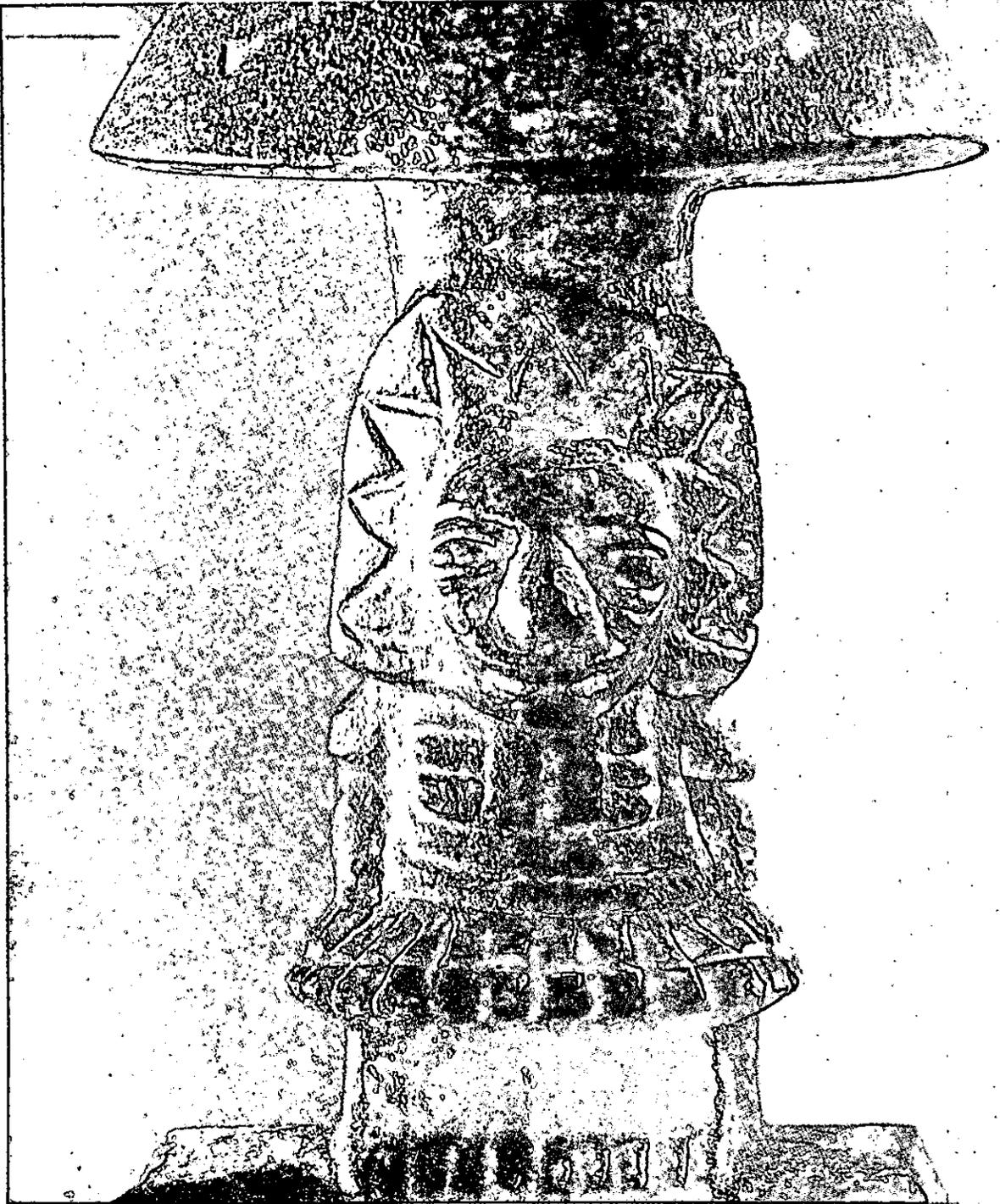


FRANCE-FORUM



OCT. 1966 - N° 75 - 2,50 F

Ces paradis... ces mystères...

Deux hommes, deux politiques. Un manifeste

Avec Paul Reynaud vient de disparaître l'un des derniers survivants de la politique française de l'entre-deux-guerres. Figure importante aussi par ce qu'elle a d'expressif, on veut dire de représentatif d'un certain type de pensée et d'action. Dans cette perspective où on s'intéresse aux personnages de l'histoire moins pour ce qu'ils ont été que pour ce qu'ils signifient, Paul Reynaud pourrait être mis en parallèle avec Léon Blum, mort il y a déjà 16 ans, qui fut à peu près son contemporain, se trouva mêlé à la même histoire, et symbolise assez bien une autre façon d'exister politiquement et humainement.

Paul Reynaud et Léon Blum composent, en suffisante approximation, l'antithèse de l'homme de droite et de l'homme de gauche ; que l'un et l'autre aient été l'objet d'une défiance insultante et quasi permanente, le premier de la part de l'extrême droite et le second de la part de l'extrême gauche, ce souvenir de vieilles polémiques confirmerait plutôt ce raccourci d'analyse, car la destruction et la disqualification d'une droite modérée et intelligemment progressiste a toujours été le propos des extrêmes droites de subversion, de même le harcèlement démagogique et le discrédit systématiquement poursuivi d'une gauche de responsabilité et de gouvernement a été et reste encore, malgré quelques apparences contraires, l'une des raisons d'être de l'extrême gauche. Et c'est dans la mesure même où ils donnaient de la droite ou de la gauche une idée haute et valable que Paul Reynaud et Léon Blum devaient souffrir la fureur de leur voisinage sur des frontières qui n'expriment rien d'autre que la sottise des géographies politiques conventionnelles.

La droite et la gauche se distinguent en ceci qu'elles n'ont pas même hiérarchie des problèmes et des intérêts, qu'elles ne composent pas de la même manière l'ordre des priorités et des urgences. Ainsi donner la première place à l'économie et au financier, faire de la défense nationale une question primordiale, autant de préoccupations de droite et qui étaient bien celles de Paul Reynaud, mais dont il savait renouveler et la formulation et les solutions, comme l'ont montré dans l'entre-deux-guerres ses campagnes en faveur de la dévaluation ou du corps cuirassé. Mettre au premier plan, comme source de vérité et principe d'action une générosité sociale et humaine, afin d'améliorer la condition des hommes par le changement des structures, ce souci appartient fondamentalement à la gauche, et par son socialisme hu-

maniste et démocratique, plus proche de Jaurès que de Marx, Léon Blum était un homme de gauche exemplaire, et c'est bien sa conviction du primat du social sur l'économique et sa résolution de refaire de l'ordre à partir de la justice qui inspirèrent les réformes décisives qu'il mit en œuvre en 1936 comme chef du gouvernement du Front Populaire.

Du côté de Paul Reynaud se remarquent d'autre part une volonté de distinguer les ordres, un goût pour le raisonnement expérimental et, non sans un grain de hauteur, un refus délibéré des sentimentalités abusives, tous traits qui révéleraient passablement une mentalité de droite, cependant qu'on trouverait du côté de Léon Blum plus de passion avouée et visible, une dialectique plus subtile et souvent déductive, un sens plus aigu de la dimension philosophique qu'ont inévitablement les positions et les propositions les plus immédiatement politiques, autant de manières d'être qui ne sont pas étrangères à une psychologie ou à une physiologie de gauche. Mais il faut tenir compte des idiosyncrasies de l'un et de l'autre qui prédestinaient Paul Reynaud à une sorte d'intelligence que Pascal eût dit géométrique, alors qu'il y avait à la fois plus de finesse et de chaleur chez Léon Blum. Paul Reynaud s'était persuadé tant par le bonheur toujours confirmé de ses prévisions que par l'infortune des situations où, par le fait d'autrui, il avait été acculé, qu'il ne pouvait pas ne pas avoir raison, même inopportunément, c'est-à-dire trop tôt, d'où cette attitude d'auto-justification rétrospective qui trahissait les derniers temps une certitude trop appuyée de l'invulnérabilité et de l'infailibilité de son personnage. Léon Blum était plus enclin à se mettre lui-même en question, à s'ouvrir à des reconversions éprouvantes, et bien que vif dans la bataille, et doué pour le combat, à laisser tomber ses armes même intellectuelles et à ne plus juger l'adversaire dès lors qu'il était vaincu et à terre. Les dépositions des deux hommes au procès Pétain, le réquisitoire logiquement inflexible de l'un, le témoignage interrogatif et douloureux de l'autre ont fait un contraste assez saisissant et qui, au-delà de la politique, donne beaucoup à penser.

A travers leurs différences mêmes, Paul Reynaud et Léon Blum s'estimaient et pratiquaient cette reconnaissance réciproque des différences qui est une vertu démocratique majeure. Car ils étaient tous deux des démocrates et ils ne trichaient ni ne transigeaient avec les

exigences républicaines majeures. D'où leur Résistance lors des années noires, leur opposition à Vichy qui les persécuta tous deux nommément et singulièrement ; d'où leur gaullisme du temps de guerre. L'un et l'autre marquèrent à l'égard du second gaullisme, celui du RPF, réserves et objections, plus appuyées et mieux systématisées chez Léon Blum. Seul Paul Reynaud a connu le troisième gaullisme et la V^e République ; il joue un rôle actif dans la préparation des institutions nouvelles ; mais lorsque le régime prend un style nationaliste et plébiscitaire, Paul Reynaud, européen, attaché à la démocratie parlementaire, sacrifie à ses principes une longue amitié et rompt avec le général de Gaulle. Dira-t-on que si Léon Blum et Paul Reynaud ne purent après la Libération se résoudre à être pleinement et complètement gaullistes, c'est qu'ils étaient des hommes d'un passé maintenant périmé et qu'ils ne pouvaient comprendre un certain nombre de novations devenues nécessaires ? Il serait imprudent de s'en tenir à cette explication facile et rassurante. Les résistances au gaullisme, celles qui viennent de Léon Blum comme celles qui viennent de Paul Reynaud sont toujours vivantes et fortes parce qu'elles mettent en question la dramatique insuffisance constitutionnelle d'un régime qui ne résout les problèmes de la stabilité et de la continuité que par le recours à l'expédient prestigieux et provisoire de l'homme irremplaçable.

Question que se garde d'affronter ce manifeste diffusé le 30 septembre dernier par le « comité d'action pour la V^e République », qui n'ayant évidemment pas été rédigé par André Malraux, ne pêche pas par l'abus d'images insolites et de formules percutantes et qui dissimule ce qu'il y a d'original et de paradoxal dans le gaullisme derrière la grisaille des formules neutres et équilibrées. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Une fois de plus la majorité refuse à une opposition qui ne devrait pas exister, — l'UNR et ses satellites représentant suffisamment la polyphonie française —, le droit pourtant démocratique de prétendre au pouvoir dans le cadre des institutions qu'on dit pourtant républicaines. L'argument de la crise de régime aura donc une bonne place dans l'arsenal dialectique de la majorité sortante aux prochaines élections législatives, comme si des institutions inachevées et ambiguës, mi-présidentielles, mi-parlementaires, comme l'a dit le premier des notables du régime, ne portaient pas dans leur incertitude même la possibilité constante d'une crise.

FRANCE FORUM

Sommaire

75

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .. 2 F 50

Abonnement : 8 n^{os} par an. 20 F

Abonnement de soutien .. 25 F

FORUM

LA DEMOCRATIE DES TECHNICIENS,
PAR CHARLES DELAMARE 2

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

LIBRES REFLEXIONS A PARTIR DES DROGUES HALLUCI-
NOGENES,
PAR JEAN-MARIE PELT 11

ETUDES

LA POLITIQUE PEUT-ELLE CHANGER ?
PAR RENE PUCHEU 16

PROBLÈMES

LE LIVRE DE POCHE ET LA CULTURE,
PAR CECILE DELANGHE 24

ENQUETE

DECENTRALISATION MUSICALE,
PAR NICOLE HIRSCH 27

TÉMOIGNAGE

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE,
PAR HERVE DE FONTMICHEL 32

POLEMIQUES ET DIALOGUES

PROPOS DU TEMPS

LE ROUGE ET LE NOIR,
PAR ETIENNE BORNE

NOTES DE LECTURE

ENTRE GUERRES ET PAIX,
DE J. LALOY, PAR NICOLAS DUVIGNAUD 34

L'ATOME, GUERRE OU PAIX,
DE J.-C. SOUM, PAR P. MARINUS 33

L'EUROPE DES PRINCES ECLAIRES,
DE LEO GERSHOY, PAR JEAN-MARIE DAILLET 35

OCTOBRE 1966

PHOTOS : René BOUILLOT : CSF — HOLMES —
BULLOZ — RAPHO — THE ASSOCIATED PRESS —
RIETBERG MUSEUM ZURICH — Dr J. ROUBICEK —
SCHWARTZ — CROS — LIDO

LA DEMOCRATIE DES TECHNICIENS

par Charles DELAMARE

Le texte de notre collaborateur Charles Delamare pourrait passer pour une défense et apologie de ce qu'on appelle le néo-capitalisme. Ce serait faire trop vite usage de classifications préétablies. La question qui est ici posée est celle des techniques libérales et capitalistes qu'il convient d'apprécier à la fois d'après leur efficacité et leur finalité. Question qui reste disputée et à laquelle le texte ci-dessous apporte une intéressante contribution sans clore, bien entendu, le débat.

Jusqu'à maintenant, la technocratie n'a été en France qu'une greffe anémique sur l'arbre puissant de la bourgeoisie. Le livre très bien documenté que vient de faire paraître Philippe Bauchard sur « Les technocrates et le Pouvoir » (1) conclut à l'inefficacité complète des tentatives de type technocratique enregistrées depuis trente ans. « Parce qu'ils ont été tentés, écrit-il, de faire des expériences en dehors des règles classiques du jeu politique, les technocrates furent la proie facile de ceux qui n'avaient, ni leur talent, ni leurs qualités ».

Il n'y a technocratie que si l'on trouve une conjonction de mauvais hommes d'Etat avec de mauvais techniciens, les uns démissionnant volontairement, les autres sortant inconsidérément de leur rôle.

Les premiers technocrates de France ont été les Maires du Palais qui suppléaient en permanence les Rois fainéants.

Si le problème de la technocratie est posé depuis Charles Martel, cela signifie qu'il n'existe que comme un des avatars de l'art du gouvernement.

En revanche, l'accélération du progrès technique pose avec intensité la question du rôle des techniciens dans notre société. Ces derniers vont croissant et se multipliant. C'est cela le phénomène nouveau et il est intéressant de savoir de quelle façon spécifique cette catégorie sociale en formation va réagir non pas sur le plan de ses fonctions propres, mais en tant que corps politique.

Les techniciens n'aiment pas les idéologies abstraites. Pour eux il est nécessaire d'adapter les buts aux moyens, et il est puéril de se donner des objectifs politiques ou économiques sans étudier sérieusement la manière de les atteindre.

La doctrine de l'efficacité qui imprègne leurs actes quotidiens leur paraît devoir s'appliquer dans le domaine politique. Leur intrusion dans la politique signifie pour eux l'avènement de la rationalité dans un monde dominé jusqu'à maintenant par des concepts religieux, métaphysiques ou simplement superstitieux.

Ce simple déplacement par rapport à des idéologies définies et appliquées autrefois par des avocats, des professeurs de latin ou des catéchumènes marxistes, peut sembler anodin et représenter un simple avatar de la pensée radicale socialiste, qui du parti communiste à l'UNR inspire la stratégie de presque tous les mouvements politiques français.

Avant de se rallier trop vite à cette opinion rassurante, il est prudent d'examiner les conséquences pratiques des exigences intellectuelles et morales propres aux techniciens dans certaines matières économiques, politiques et sociales.

économie d'abord

Economie d'abord ! Les techniciens ne sont pas maurassiens. Ils ont trop conscience du rôle que joue l'économie dans le développement de leur propre importance pour ne pas accorder à celle-ci le rôle moteur dans l'évolution de la société.

C'est leur travail et leur compétence, estiment-ils, beaucoup plus que l'agitation superficielle des gouver-

(1) Editions Arthaud.

nants qui donnent son poids et son orientation à une nation. Parce que la France n'a pas été assez persuadée de cette évidence, elle a accumulé depuis 1900 un retard difficilement réparable en matière industrielle et scientifique. L'absence de formation économique chez les hommes d'Etat d'avant la deuxième guerre mondiale a (ce dont les techniciens ont horreur) amené ceux-ci à poursuivre des objectifs sans se préoccuper des moyens nécessaires pour les atteindre. La III^e République après 1918 se prenait pour l'arbitre de l'Europe et menait une politique de grandeur tout en se complaisant dans la médiocrité des petites entreprises, des petites propriétés et des petites économies.

Le désastre de 1940 a été directement préparé par la politique de déflation instaurée par Pierre Laval et par les autres réactions incohérentes en face de la crise mondiale.

Les milieux de droite ont souvent accusé le gouvernement du Front Populaire d'être responsable de la défaite de l'Armée. Ils avaient tort, car les crédits n'ont jamais été refusés ou marchandés par le gouvernement à des généraux d'une suffisance telle que la correction reçue en 1940 par ces stratèges dindonesques relèverait de la comédie de Feydeau si elle n'avait pas eu des conséquences aussi tragiques pour l'ensemble de notre peuple.

Mais on peut faire un reproche beaucoup plus grave au gouvernement de Léon Blum : celui-ci n'a pas compris qu'il fallait relancer avec la plus grande vigueur la

machine économique et réaliser des réformes de structure en profitant de la grande peur de la bourgeoisie. Lui aussi, s'est contenté d'égratigner la surface des choses.

Des mesures sociales sans support économique sont aussi vaines qu'une diplomatie de prestige, même menée par une pléthore d'hommes fins et avisés mais insuffisamment épaulés par des ingénieurs et des scientifiques trop peu nombreux et trop peu compétents. C'est pourquoi les techniciens ont un sentiment profond de gêne à l'égard de la V^e République, dont ils apprécient par ailleurs la stabilité. Il ne leur échappe pas que ce régime est finalement moins efficace sur le plan économique que celui de la IV^e République. Cette dernière avait compris les leçons de la défaite de 1940 et avait au moins laissé agir des hommes comme Robert Schuman et Jean Monnet. Le général de Gaulle, bien qu'il ait eu le mérite considérable de refuser la défaite de Juin 1940, n'en a pas cependant tiré toutes les conséquences. Au fond il reste un homme de la III^e République, au meilleur sens du mot.

Son ambition suprême est de reprendre plus brillamment le rôle qui a frappé si fortement les Français de sa génération : celui de Clemenceau, « primus inter pares » dans le directoire dictant la paix au monde. Que son pays devienne le premier fabricant de machines outils, le plus gros producteur d'aluminium ou même de margarine, ne l'intéresse que médiocrement.

le communisme ? non ... car ...

Les techniciens seraient-ils un peu marxistes sur les bords ? Ils ont l'air de considérer le général de Gaulle comme une superstructure, un grand mâ, qui depuis la fin de la marine à voile ne sert plus qu'à accrocher les pavillons tandis qu'eux-mêmes, représentant l'infrastructure, s'affairent autour des machines Diesel, règlent l'allure du navire et, peut-être même, engagent son honneur ou son déshonneur. Ne seraient-ils donc pas tentés un jour de monter sur la passerelle et de hisser le drapeau rouge ?

Pas du tout ! Il est incontestable que les technocrates par leur enracinement dans la petite bourgeoisie française ont un préjugé défavorable à l'égard du communisme et qu'ils ne se résignent pas à l'abolition des libertés individuelles. Mais l'analyse de l'expérience soviétique, selon leurs critères, constitue la raison essentielle de leur refus du collectivisme. Depuis cinquante ans que dure le pouvoir des Soviets, ceux-ci n'ont pas pu surmonter les défauts graves de leur système par suite d'un entêtement où les techniciens retrouvent le relent des raisonnements théologiques, appliqués aux affaires temporelles. Maintenir 40 % de la population active dans l'agriculture pour faire produire à la bonne terre russe, avec des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, guère plus qu'au temps des Tsars, montre bien que le Parti tient encore fermement en main l'économie à Moscou et impose ses vues dogmatiques et son à priori aux responsables de la gestion. L'échec est d'autant plus frappant que le retard dans l'agriculture se combine paradoxalement avec un véritable fétichisme de l'industrialisation. La superstructure idéologique a tellement pesé sur les techniciens russes qu'ils sont restés très en-deçà des objectifs assignés à l'agriculture, tandis que l'industrie lourde connaît une hypertrophie impossible à stopper. A quoi sert d'édifier une industrie lourde d'une énorme puissance, si celle-ci n'est au service que d'elle-même et de l'Armée ? Il s'est formé en URSS un cercle vicieux entre les généraux, les dirigeants du parti et ceux des combinats qui, en satisfaisant leurs besoins réciproques de puissance et de prestige, ont construit un système à l'équipement très moderne. Mais ce faisant, ils laissent de côté la grande majorité de la population obligée de se satisfaire d'une autre économie, très rudimentaire, celle-là, continuellement désorganisée par les ponctions qu'opère à son détriment le secteur favorisé.

Après un demi-siècle de proclamations triomphales, Radio-Moscou, est encore capable de séduire les esprits neufs et passionnés des pays sous-développés, mais le bilan du régime apparaît beaucoup moins positif aux yeux plus critiques des techniciens occidentaux. Tous comptes faits, ces derniers préfèrent une version modernisée et démocratisée du capitalisme. Cela ne signifie pas qu'ils portent un amour immodéré à un système de production dont, mieux que personne, ils connaissent les défauts.

le capitalisme ? oui ... mais ...

Il fallait posséder la foi puritaine des théoriciens libéraux du XIX^e siècle pour admettre, sans ironie, comme le meilleur possible, un équilibre produit par le jeu concurrent des appétits les plus féroces ! Le raisonnement libéral, les faits l'ont prouvé, a quelque chose de vrai, mais il continue à répugner à la sensibilité des hommes. Ceux-ci ne peuvent admettre cette étrange captation des défauts les plus antipathiques des individus au profit du bien collectif.

C'est pourquoi, personne n'aime le capitalisme. A commencer par les capitalistes eux-mêmes. Ceux-ci se méfient de la gigantesque roue de la concurrence, dès qu'elle les a portés au sommet de la richesse. De toutes leurs forces, ils souhaitent arrêter le mouvement qui risque de leur faire perdre ce qu'ils ont gagné.

Le « gros argent » s'épuise en combinaisons pour préserver les situations acquises et fausser par les ententes, les interventions politiques ou les fuites de capitaux, le jeu violent de la concurrence. Le capitalisme, s'il est impitoyable pour les vaincus, n'accorde pas de répit aux vainqueurs. Ceux-ci tout naturellement, essaient d'arrêter cette partie infernale. En France, plus qu'ailleurs, s'ajoute le fait que les grandes fortunes ont bien plus souvent été édifiées à l'occasion d'un bouleversement politique ou d'un heureux coup de main que grâce à l'imagination et à l'énergie d'un entrepreneur, ou à l'accumulation de trouvailles industrielles et d'habiletés commerciales. Alors qu'aux Etats-Unis les familles des grands capitalistes exaltent le souvenir de l'arrière-grand-père qui à ses débuts vendait des journaux, puis construisait dollar par dollar son empire industriel, il est beaucoup plus fréquent en France d'invoquer et parfois de fabriquer de toutes pièces l'aïeul conventionnel, ou le grand-père député de la Troisième République, quand ce n'est pas un arrière-grand-oncle, général de cavalerie.

De l'autre côté, les ouvriers et les paysans ne sont pas favorables à un système de production qui a laissé, non sans motif, dans leur conscience collective le souvenir d'une humiliation déchirante.

Les prolétaires sont des paysans arrachés à une civilisation villageoise, où chacun est pris en considération pour la totalité de sa personne appréhendée dans sa famille, son travail, son passé. La civilisation industrielle, qui s'est incarnée chez nous dans le capitalisme, a rompu les équilibres millénaires et a paru d'autant plus monstrueuse qu'elle pesait sur des individus très simples et qu'elle exigeait une accélération continue des rythmes de travail de la part d'hommes habitués à l'éternel retour des saisons et à la stagnation résignée de la vie champêtre. La classe ouvrière française, malgré toutes ses conquêtes sociales, ne peut pas oublier les décades pendant lesquelles elle s'est trouvée à peu près dans la même situation morale et matérielle que celle qui est faite actuellement aux travailleurs algériens installés sur notre sol...

La répulsion pour le capitalisme est moins fondée sur les raisonnements marxistes que sur le souvenir cuisant de la grande frustration des masses paysannes. C'est pourquoi de nos jours les manifestations des maraîchers bretons ou des viticulteurs languedociens ont un caractère plus authentiquement révolutionnaire que la grève des électriciens. On y retrouve l'indignation stupéfaite du paysan inséré dans un système dont les règles du jeu lui paraissent faussées, le bon, l'honnête labeur étant pénalisé par une brutale chute des cours dans un cas, par un chômage inexplicable dans un autre.

Dans la lutte prolétarienne contre le capitalisme, il y a donc beaucoup plus un réflexe sentimental, qu'une contestation raisonnée.

Ainsi s'explique en partie l'aspect routinier et négatif de la critique des partis de gauche à l'égard de notre organisation économique. C'est une lamentation sur l'injustice, ses accents sont parfois bien émouvants, ses motivations toujours honorables, mais aucun travailleur n'entrevoit plus clairement comment sa condition serait transformée en profondeur par l'appropriation collective des biens de production.

Dans un certain sens, le marxisme a longtemps été un opium bienfaisant qui a permis de faire oublier aux ouvriers que le travail industriel tombe « en miettes » et que les progrès de la technique en URSS comme aux USA ne leur donne aucun espoir de le voir devenir plus humain. De plus en plus dans les pays occidentaux, la résignation fait place à l'exaltation ; quant aux pays communistes voilà quelque temps qu'ils sont installés dans le scepticisme. Cette baisse de tension psychologique est compensée par le développement rapide de la consommation et des loisirs.

Il n'en subsiste pas moins une rancœur tenace et désabusée à l'égard du système capitaliste qui prive une grande partie des hommes de la joie de créer.

le capitalisme reste un instrument valable sous conditions

Le capitalisme, ce mal aimé, ne trouve — partiellement — grâce qu'auprès des techniciens. Ces derniers n'ont pas les complexes des ouvriers, d'abord parce que leur situation matérielle est meilleure le plus souvent, mais surtout parce que les circonstances liées à leur technicité leur permettent de comprendre, et par conséquent d'assumer, leur insertion à la fois dans le travail et dans l'ensemble de la société. Les techniciens croient à l'efficacité du capitalisme. Pour eux, c'est un instrument de production valable qu'il serait stupide de mettre au rencart.

Mais ils n'ont évidemment pas les timidités et les craintes de la haute bourgeoisie. Le capitalisme n'est pas tabou pour eux. S'il ne rend pas ce qu'on attend de lui, en efficacité, il ne faut, estiment-ils, pas hésiter à bouleverser son ordonnance actuelle.

Ils retrouvent ainsi, d'une certaine manière, la conception des démocrates chrétiens qui n'acceptaient le capitalisme qu'à condition de pouvoir le transformer en le replaçant dans un ordre plus vaste et plus juste où le système de production était subordonné à une *finalité*.

Les techniciens se distinguent cependant par un sens beaucoup plus concret des choses. A la différence de beaucoup de théoriciens démocrates chrétiens du début du siècle, ils connaissent parfaitement la machine de production. Leur revendication ne consiste pas à la freiner pour « l'humaniser », mais au contraire à accélérer le mouvement pour qu'elle augmente son rendement, à condition toutefois que des buts extra-économiques aient été préalablement fixés.

Cette prise de conscience des techniciens intervient au moment où le capitalisme risque de se déchaîner avec une vigueur renouvelée. Tant que la France vivait en circuit fermé, le double conservatisme des possédants et des prolétaires avait neutralisé une grande partie des ferments révolutionnaires inhérents au capitalisme. Le Marché commun redonne force et vigueur au vieux démon de la concurrence. Les techniciens, s'ils font l'effort d'élaboration intellectuelle nécessaire, sont bien adaptés à la situation nouvelle ainsi créée, parce qu'ils sont les seuls à posséder le dynamisme et la liberté d'esprit exigés par l'ouverture des frontières.

Comment abordent-ils le problème économique ? Leur originalité s'exprime non seulement par deux concepts : l'expansion et la planification, mais surtout par la vigueur avec laquelle ils comprennent ces deux idées.

l'expansion, l'expansion l'expansion...

L'expansion a été pour les techniciens la grande révélation de la IV^e République. Pour servir l'expansion, ils ont redoublé d'efforts, ils ont travaillé avec acharnement. Ils reconnaissent que l'expansion le leur a bien rendu et que l'accroissement de leur influence est directement fonction des progrès économiques.

Mais ce qui est bon pour eux leur paraît excellent pour l'ensemble de la Nation. Les techniciens ont sans cesse devant l'esprit l'exemple des Etats-Unis. Ils jugent scandaleux que les Européens aient un revenu moyen à peine supérieur au tiers de celui des Américains. Nos dirigeants doivent au contraire ne l'avoir jamais remarqué, sinon ils oublieraient les disputes mineures et ils sacrifieraient les dépenses de vanité pour relever le plus rapidement possible le niveau de vie de leurs millions de concitoyens qui gagnent moins de 600 F par mois. C'est l'expansion qui permettra de donner à tous les enfants l'égalité des chances devant la vie. Dans une étude publiée en 1963, le syndicat C.F.D.T. du Ministère des Finances réclamait que le SMIG soit fixé à 4.000 F nouveaux par mois. Ce chiffre apparemment surprenant n'était absolument pas l'expression d'une grossière démagogie, mais le résultat d'un raisonnement logique. Le syndicat souhaitait seulement que soit maintenu en

permanence le taux d'expansion de 5,5 % par an, adopté alors pour le IV^e Plan. A ce rythme le produit national doublerait tous les deux ans. C'est dire que si l'on partait d'un revenu moyen mensuel de 500 F en 1962, on arrivait à un pouvoir d'achat égal à 1.000 F en 1974, 2.000 F en 1986, à 4.000 F en l'an 2000.

Les techniciens ont exactement le même point de vue. Ils sont, certes, sensibles à une plus juste répartition du produit national. Mais il leur paraît beaucoup plus urgent de faire grossir celui-ci à un rythme régulier et rapide. La justice sociale sera donnée alors par surcroît. On voit ainsi clairement ce qui différencie la conception des techniciens de celle des démocrates chrétiens de 1930 ou des socialistes de 1960. Dans un certain sens, les techniciens sont plus proches des communistes. Seulement, à la différence de ces derniers, ils pensent que la machine capitaliste est capable de fonctionner à un rythme accéléré analogue à celui des économies planifiées et que le jeu du marché, rouage essentiel, donne une répartition beaucoup plus harmonieuse du travail et des biens que l'organisation autoritaire des prix et des salaires. Ils en viennent donc à prôner l'abandon d'un certain nombre de « conquêtes dites sociales » qui ont un effet paralysant sur l'effort de production. Le type de ces mesures, pour rien est le blocage des loyers qui contraignent les jeunes ménages à payer trois fois autant que leurs parents pour se loger, tandis que le patrimoine immobilier du pays se dégrade et que sévissent à la fois la spéculation à la hausse et la crise de mévente.

On trouve dans de nombreux domaines des exemples semblables. Des mesures prises dans les meilleures intentions du monde se retournent en définitive contre leurs bénéficiaires théoriques. L'assurance du « petit risque » en matière de Sécurité Sociale obère le budget de celle-ci qui doit sacrifier les allocations familiales ; la protection des emprunteurs par la législation sur la saisie immobilière leur fait payer des taux d'intérêt usuraires ; le régime fiscal des artisans multiplie les entreprises à la productivité trop faible et nourrit par conséquent un mécontentement de type poujadiste, etc...

Si l'on veut que le capitalisme marche à plein rendement, il ne faut pas entraver son dynamisme, il faut restaurer partout où c'est possible et souhaitable la liberté du marché. Il faut ensuite nourrir l'expansion par l'investissement. Par conséquent, il faut prendre en priorité les moyens permettant à l'investissement de se développer. Il est stupéfiant de constater que ce problème n'a jamais été vraiment abordé dans son ensemble.

gloire à l'investissement

L'explication de cette carence est dans la crainte des tabous spéciaux engendrés par le double conservatisme de la haute bourgeoisie et des partis de gauche.

La haute bourgeoisie essaie de réduire constamment la part prise par l'Etat, après la deuxième guerre mondiale, dans le financement de l'économie. Sous le nom de « débudgétisation » ou de « désendettement du Trésor », le grand capitalisme cherche à limiter l'intervention des Pouvoirs Publics dans le domaine financier, dans l'espoir que les disponibilités ainsi libérées repasseront sous le contrôle des entreprises privées. Il est pourtant évident que seul l'Etat peut procéder sur une grande échelle à la transformation des ressources à court terme en emplois à long terme. Le retrait du financement public amorcé par M. Giscard d'Estaing risque d'amener une diminution nette de l'investissement, car il n'est absolument pas sûr que les capitaux qui ne seront plus drainés par le Trésor iront vers le secteur privé. L'accroissement rapide en 1966 des dépôts dans les Caisses d'Épargne alors que la Bourse reste plate confirme bien cette opinion : les personnes qui souscrivaient des Bons du Trésor et qui ne le peuvent plus n'ont pas envie de confier leurs économies aux grandes sociétés privées.

Celles-ci souffrent d'ailleurs des mesures prises sous l'influence d'idées de gauche, tout aussi peu progressistes sur le plan économique. Les grandes entreprises anglo-saxonnes réalisent leurs investissements à peu près totalement par l'autofinancement. Ce dernier, considéré par l'opinion française, comme un enrichissement sans cause est si fortement combattu qu'il représente à peine 50 % des ressources disponibles pour l'investissement des entreprises. Celles-ci sont donc obligées d'avoir recours à des moyens de financement beaucoup plus coûteux. Il faut ajouter que notre fiscalité se caractérise beaucoup plus par un souci de justice sociale que par celui d'efficacité économique. Son inconvénient majeur c'est qu'elle n'atteint ni l'un, ni l'autre de ses objectifs. La lourdeur des impositions sur l'industrie et le commerce est à l'origine d'une fraude fiscale intense, dont le résultat le plus grave est que les fonds ainsi soustraits à la vigilance du fisc ne peuvent pas être investis puisqu'alors ils redeviendraient visibles. On ne pourra pas maintenir à la fois l'expansion de l'économie et la stabilité de la monnaie tant que le problème du financement des investissements n'aura pas été résolu, c'est-à-dire tant que l'on n'aura pas permis à une épargne suffisante de se constituer. Devant la préférence générale pour la consommation, activée selon une proportion difficile à déterminer par l'évolution de notre société et par la crainte de l'inflation, le meilleur moyen pour ramener les entreprises et les ménages à la pratique de l'épargne est de recourir à des incitations fiscales.

Pour les premières un pas important a été franchi par la Loi de juillet 1965, se traduisant par un allègement de 50 % de l'impôt sur les sociétés. Mais il est caractéristique du climat anti-économique régnant dans notre pays que cette loi, pour être acceptée, ait dû être enveloppée de telles complications techniques que personne n'y a rien compris, à commencer par les plus intéressés, c'est-à-dire les porteurs d'actions qui n'en ont pas moins continué à bouder la Bourse.

Il est également frappant de constater que ces dispositions ont eu pour principal but d'avantager les contri-

buables les plus riches, surtout si l'on y ajoute le texte de décembre 1965 permettant d'opter pour une imposition forfaitaire de 25 % sur les intérêts à taux fixes. La progressivité de l'impôt sur le revenu n'a donc été atténuée qu'au profit des familles disposant d'un important portefeuille de valeurs immobilières. Cette discrimination ne paraît pas logique aux techniciens. Ceux-ci constatent que plus de la moitié des ménages est désormais astreinte au paiement de l'impôt sur le revenu. Pour encourager l'épargne de façon massive, ils réclament donc une détaxation sociale de celle-ci. Elle serait réalisée en soustrayant toutes sommes épargnées dans l'année sous une forme ou sous une autre, des montants soumis à l'imposition, selon un barème impliquant une dégressivité au fur et à mesure que les tranches de revenus augmenteraient. Mais les techniciens se demandent si le refus d'étudier vraiment à fond ce problème ne s'explique pas essentiellement par la résistance sournoise de l'oligarchie dominante.

il faut démocratiser le capitalisme

La contradiction entre l'expansion rapide et la stabilité monétaire ne peut être résolue qu'à condition de réformer de fond en comble les mécanismes de financement de l'économie.

Dans la conception libérale du XIX^e siècle, l'investissement reposait sur la capacité d'épargne d'un petit nombre de familles à la fois suffisamment riches pour n'avoir pas besoin de consommer tous leur revenus et suffisamment « morales » pour n'avoir pas envie de gaspiller cet excédent. Les autres, les non-bourgeoises, « mangeaient tout », et d'ailleurs beaucoup d'entre elles restaient sur leur faim... Avec l'élévation du niveau de vie, il est possible d'augmenter considérablement la part du revenu national destinée à l'investissement. C'est ce qui s'est produit après la deuxième guerre mondiale grâce à l'intervention de l'Etat qui est en mesure d'utiliser l'énorme masse de disponibilités provenant soit du réseau du Trésor (chèques-postaux, caisses d'épargne, Bons du Trésor), soit des surplus de la ponction fiscale, exercée en particulier par les impôts indirects. Mais il y a une autre voie pour l'extension de la capacité d'épargne du pays. C'est celle de la *démocratisation du capitalisme*. Si grâce, notamment à des encouragements d'ordre fiscal, la grande majorité des ménages participait activement aux investissements productifs, il est hors de doute que le pays connaîtrait, par cette mobilisation générale des ambitions personnelles consolidées dans de l'épargne, une expansion comparable à celle que connaît le Japon depuis quinze ans.

Mais l'on voit immédiatement qu'une telle politique met en cause des situations établies. Une pareille transformation des réactions financières de chaque classe sociale risquerait d'entraîner une invasion de « barbares » dans les Conseils d'Administration !

Si le menu peuple se mêlait d'acheter des actions, qui sait si la masse des petits porteurs ne se coaliserait

pas pour disputer leur prééminence aux représentants traditionnels et distingués de la haute bourgeoisie ? Ces considérations plus ou moins confusément ressenties expliquent en grande partie pourquoi la Bourse est limitée à un cercle d'initiés pâles et furtifs alors qu'on a su propager avec la plus grande énergie le tiercé au fond des campagnes, pourquoi les sociétés anonymes restent drapées de mystère tandis que la vie privée de telle comédienne célèbre est suivie sinon minute par minute, du moins amant par amant, pourquoi les mères de famille frémissent de terreur lorsque le père enfourne un jour de folie, les économies du ménage dans la gueule insatiable d'un Rhône-Poulenc ou d'un Pont-à-Mousson, alors qu'elles exultent de joie quand il achète à crédit, au taux de 20 %, une voiture destinée à perdre toute valeur au bout de cinq ans, après avoir roulé 30.000 km.

La pression en faveur du développement de l'économie était trop forte après la guerre pour que la stagnation des années 1930 soit prolongée, mais tout se passe comme si les profiteurs d'un système archaïque, abrités derrière la masse mécontente des très petits privilégiés de l'artisanat, du commerce, des locataires d'H.L.M. ou d'appartements anciens, des paysans retardataires, etc., avaient préféré que le pays se jetât dans l'inflation plutôt que de consentir à des réformes de structure.

Les techniciens admettent de plus en plus difficilement cette dérobade. Il existe un conflit latent entre un capitalisme financier et un capitalisme de production.

Dans ce combat qui reste « douteux » en raison de la complexité du problème et de la semi-obscurité qui entoure ses acteurs, les techniciens trouvent un point d'appui extrêmement puissant dans ce qui constitue leur deuxième idée-force : la planification souple mais effective.

vive la planification

La planification est le meilleur garant de la continuité de l'expansion en mettant à nu les obstacles qui lui sont opposés.

Une augmentation de la production industrielle de 12 % par an, c'est-à-dire de 1 % par mois, apparaît, au détour d'un atelier mal dirigé ou au milieu d'une pause entre deux interminables conférences de direction, comme une exigence techniquement raisonnable. C'est une question d'organisation. Compte tenu des déperditions de force, le taux global de progression du produit national peut s'établir à 5,5 pour cent par an. Le travail dans notre société est encore fort mal ordonné.

Le flux de l'effort humain accéléré jusqu'à la limite de l'épuisement à certains endroits est ralenti ailleurs par les multiples bouchons bureaucratiques, par les inerties de la tradition, par les gaspillages dus à de sottes arrogances.

Les techniciens qui passent leur temps à organiser, à prévoir, à rendre rationnelle leur action ne peuvent pas souffrir que le progrès général de l'économie vienne se briser contre quelques « burgs » capitalistes. Le droit de propriété n'est pas plus sacré pour eux qu'il ne l'était pour Saint Thomas d'Aquin. Ils connaissent très bien la frontière qui sépare la propriété privée, nécessaire à l'équilibre des individus et des familles, et celle qui dépasse tellement la capacité de jouissance humaine qu'elle ne peut s'analyser que comme une volonté de puissance et de domination. Quand la propriété privée joue un rôle inhibiteur, il faut être en mesure d'écartier cet obstacle à la croissance. Le Plan, programmant à moyen terme la dynamique de notre société, doit prévoir à l'avance la réduction des principaux goulots d'étranglement. Il n'y a pas lieu alors de se préoccuper de savoir si leur suppression est légale ou non, il ne s'agit plus que de trouver les moyens les plus adéquats pour ouvrir la voie au progrès. Le Plan, s'il est un accélérateur de l'évolution, en est aussi l'indispensable adoucisseur. Les problèmes humains liés aux changements de structure sont souvent d'une extrême gravité. Les techniciens, plongés par leurs fonctions mêmes dans le monde du travail, savent quelle détresse une concentration, techniquement souhaitable, peut susciter dans des centaines de foyers. C'est d'ailleurs le seul cas où ils seraient prêts à sacrifier le progrès, car ils sont heureusement plus humains qu'on ne le répète. Mais ils estiment préférable de se préparer à l'inéluctable et d'entreprendre ainsi à l'avance les adaptations nécessaires afin que le progrès ne profite pas seulement à l'économie en général, mais à chaque travailleur en particulier.

Pour rattraper les Etats-Unis avec nos propres moyens, nous devons éviter de nous engager dans les impasses que ceux-ci à cause de leur richesse pouvaient se permettre d'explorer. Nous devons surtout nous épargner les souffrances individuelles et les déchirements sociaux qu'a connus le pays de Lincoln dans sa marche accélérée.

Est-ce que la planification indicative dispose de moyens suffisants pour réussir une telle tâche ?

Les marxistes la dénoncent comme une supercherie, parce qu'aussi bien les moyens de production et par conséquent la décision économique, restent une affaire privée. Faut-il alors supprimer la propriété privée des moyens de production ? Les techniciens ne le croient pas ; sans repousser toutefois les nationalisations qui dans certains cas peuvent s'avérer nécessaires et constituer un moyen, entre d'autres, de réaliser la planification. L'esprit d'entreprise, le souci de la rentabilité, la rapidité d'exécution, ne sont pas des qualités qu'on peut maintenir dans un système où la décision descend les degrés imposants de la hiérarchie étatique. Certes, dans beaucoup de pays, en France notamment, la nationalisation des industries de base a eu des effets bénéfiques. Mais c'est essentiellement — si on prend le cas des charbonnages, par exemple — parce qu'à travers la concentration elle a permis de multiples rationalisations. La nationalisation qui a l'origine avait un but idéologique, est donc devenue un moyen technique. Il y en a d'autres beaucoup plus efficaces. La planification, par une attaque coordonnée du problème, doit

permettre d'accélérer la concentration des entreprises françaises, en maintenant intactes les réserves de dynamisme incluses (même si parfois elles sont bien enfouies) dans leur statut privé. C'est le pari du V^e Plan. La *concentration concertée* pour donner à nos entreprises une dimension moderne, est le problème principal de l'économie française à l'heure actuelle. Sait-on que notre faiblesse structurelle en matière d'exportations en produits finis tient principalement à la trop grande dispersion de nos industries ? Lorsqu'une entreprise moyenne française reçoit une commande d'une entreprise moyenne américaine, ses dirigeants sont affolés quand ils constatent que les livraisons prévues représentent deux ou trois ans de leur production courante. On ne peut pas s'étonner, dans ces conditions, que notre balance commerciale avec les Etats-Unis soit toujours déficitaire. Ce drame de la dimension se reproduit dans tous les autres domaines : l'investissement, la recherche scientifique, la rationalisation de la production, etc. La simple prise de conscience de ce problème, sans avoir recours inutilement à la mesure extrême que représente la nationalisation, doit permettre aux autorités économiques, comme cela se dessine actuellement, de hâter les fusions et les concentrations indispensables afin de rendre compétitives nos industries.

Les techniciens sont persuadés qu'une telle planification indicative sera efficace si elle est appuyée par toutes les forces de la démocratie.

Tout d'abord parce que les intérêts particuliers ne peuvent véritablement pas s'opposer à une volonté nationale, nettement exprimée. Ensuite, parce qu'à l'inverse, les décisions émanant du pouvoir politique ne sont pas capables de susciter le dynamisme indispensable aux réalisations économiques, si elles ne sont pas comprises, voulues, assumées à tous les échelons d'exécution.

Les techniciens sont la véritable courroie de transmission entre le pouvoir économique et les cellules de production. C'est pourquoi leur importance devient beaucoup plus grande dans notre société que celle des notables traditionnels, mais à la différence de ceux-ci les techniciens sont encore loin de mesurer leur responsabilité sur le plan général.

une nouvelle définition de la démocratie

Les techniciens ont également une optique très particulière à l'égard des problèmes politiques. Leur attitude implique une nouvelle définition de la démocratie. Celle-ci s'est vidée de tout contenu émotionnel parce qu'elle n'apparaît plus comme une conquête fragile et précieuse, mais comme le cadre banal de la vie quotidienne.

Il y a une autre raison, liée aux progrès techniques. La diffusion du bien-être est une heureuse évolution, mais elle étend démesurément la corruption et l'envoûtement de l'argent. A cela s'est ajouté la traumatisme de la Révolution russe qui a enlevé à la gauche fran-

çaise son rôle de premier plan dans l'émancipation mondiale, traumatisme aussi fort, bien que moins orchestré, que celui causé à la droite par le traité de Francfort, qui détruisait une suprématie politique vieille de plusieurs siècles. La nation française est démobilisée, elle ne se tourmente plus pour le bonheur de l'humanité, elle se préoccupe de la façon dont elle paiera son automobile ou sa machine à laver. La télévision remplace les visions d'avenir. Où est ce vieux peuple de fantassins qui, à pied, sur toutes les routes du globe, de Moscou au Congo, rêvait d'apporter le bonheur au monde ? En dénonçant le règne de l'argent, Péguy prévoyait cet abaissement de la tension spirituelle. Que dirait-il s'il assistait à la morne cavalcade automobile du dimanche après-midi, sur la route de Chartres ?

Les techniciens sont en grande partie les artisans de cet enlèvement dans le matérialisme et, en général, ils ne témoignent pas beaucoup de ferveur envers la démocratie. Est-ce à dire que cette dernière ne puisse pas trouver une nouvelle jeunesse grâce à eux ? Il y a un malentendu. Il est normal que les techniciens soient agacés par la confusion qu'entretient une démocratie parlementaire traditionnelle et qu'au contraire ils soient impressionnés par les succès que remportent les régimes autoritaires. Pour eux, la nation doit être menée comme une entreprise : des responsables entraînent des exécutants. Cette conception s'étend d'ailleurs, au delà des cadres nationaux, jugés aussi archaïques que les petites entreprises, à la communauté européenne tout entière.

Mais cette analyse que beaucoup de techniciens considèrent comme une réflexion hautement philosophique n'est que le résidu de pensées anciennes s'appliquant à une situation dépassée. Car au milieu de l'unité de production elle-même se dégage un processus nouveau d'action qui ne correspond plus au schéma « contremaître et ouvrier » mais ressemble de plus en plus à l'exécution d'un morceau de musique.

La collaboration de tous, la participation intellectuelle du plus grand nombre, la correction continue par une critique interne et très extensive sont les caractéristiques de cette nouvelle forme de travail en équipe. Le chef est faillible et peut être remis sans cesse dans la bonne voie à l'initiative du plus obscur de ses collaborateurs. Les anciens privilèges du patron : l'infailibilité, le droit de se faire obéir sans discussion, le culte de sa personnalité s'amenuisent peu à peu dans les entreprises les plus évoluées. Il reste au chef ce qui forme l'essentiel de son prestige : le poids de la responsabilité.

« Un leader moderne, écrit R. Pagès dans son *Traité de Sociologie du Travail*, est celui qui sait le mieux écouter ce que disent les membres du groupe et non pas le seul qui s'arroge le droit à la parole... En d'autres termes, la philosophie du commandement tend, à bien des égards, à être conditionnée par celle du travail psychologique ».

Le retard des entreprises françaises par rapport à leurs homologues américaines s'explique souvent par cette incapacité des patrons français à faire confiance à leurs collaborateurs. La fable de La Fontaine, intitulée « L'œil du maître » a causé un énorme préjudice à notre économie, en faisant croire à des milliers de chefs d'entreprises qu'ils doivent sans arrêt courir

après les détails et passer leur temps à suspecter les techniciens.

L'adaptation de méthodes modernes de travail au plan politique est tout à fait concevable. Les techniciens se réconcilieront avec le régime démocratique quand ils constateront que celui-ci combine l'autorité d'un chef responsable, clairement désigné par la majorité du peuple, avec l'activité de corps intermédiaires capables, le cas échéant, de ramener vers le réel les décisions du pouvoir suprême. Il faut donner à ces corps intermédiaires les moyens de se définir et de s'affirmer. La participation à la vie collective apparaît paradoxalement de plus en plus difficile depuis que les moyens de communiquer la pensée se sont multipliés. Les techniciens prennent de plus en plus conscience que les véritables problèmes de notre temps consistent dans la maîtrise des résultats de leurs efforts et que celle-ci ne peut être assurée que par la diffusion du sens de responsabilités dans la nation, à l'image de ce qui doit se produire dans les entreprises. Il leur paraît impossible d'intégrer dans une civilisation équilibrée les bienfaits de l'automobile, les conquêtes des loisirs, les grâces de l'urbanisme, si les solutions raisonnables ne sont pas choisies et assumées par des collectivités participant en profondeur au mouvement vers leur humanisation. Ces moyens sont d'abord matériels : la vétusté de notre appareil démocratique commence à faire sourire les jeunes générations. Qu'est-ce qu'une mairie à côté d'un drug store ? Peut-on faire fonctionner correctement une démocratie moderne avec un attirail aussi désuet ?

L'essentiel c'est que les forces neuves incarnées dans les techniciens viennent emplir ces vieilles outres pour y infuser un esprit d'intense renouveau.

L'Europe organisée de façon démocratique est la seule perspective de notre avenir politique.

L'humilité, composante essentielle de l'esprit scientifique, est aussi l'une des vertus les plus nécessaires à la démocratie. Il n'y a personne qui ne soit indispensable et qui ne puisse être remplacé si le niveau général de l'instruction est suffisamment élevé. Une fois que les techniciens auront convenu que la démocratie est le moins mauvais régime qu'on puisse imaginer et que celui-ci correspond à l'évolution même de la technique, ils arriveront à poser avec tout le sérieux dont ils sont capables le problème de l'éducation du peuple.

culture et civilisation

L'éducation du peuple est le seul vrai problème social dans notre pays à l'heure actuelle, exception faite peut-être du problème du logement, dont la survivance n'est que l'illustration des méfaits d'un choix politique absurde.

L'éducation du peuple constitue la condition nécessaire du développement de la technique, et est en même temps le seul moyen de réaliser l'épanouissement de toutes les facultés humaines, but suprême d'une vraie démocratie.

Le progrès technique n'est pas conditionné par la richesse d'un pays en matières premières mais presque exclusivement par le niveau culturel des habitants de ce pays. Un gouvernement conscient de ses responsabilités devrait donc tout mettre en œuvre pour développer au maximum l'instruction de ses citoyens. Où se situe le maximum ? en France, on considère que c'est le certificat d'études, puisqu'ensuite l'obligation scolaire cesse. Il n'y a pas lieu d'être fier d'une telle limitation. Les Français se croient naïvement un peuple cultivé. Ils sont les victimes d'un sentiment d'auto-satisfaction. Ils devraient méditer sur les résultats d'une enquête récente qui a montré que 25 % des ménages de notre pays ne possèdent pas un seul livre alors que ce pourcentage n'est que de 5 % en U.R.S.S. ou aux Etats-Unis. Un pays ne pourra se dire civilisé qu'au moment où tous ses habitants auront eu la possibilité de faire des études dites supérieures. Le niveau de vie sera multiplié par cinq ou par dix quand cette condition sera réalisée. A vrai dire on obtiendra seulement alors des conditions de vie effectivement humaines pour tous, car quel avantage ont sur les bêtes des gens qui passent 90 % de leur temps éveillé à travailler et à aller à un travail qui, dans 90 % des cas, n'est pour eux qu'une corvée machinale, qui consacrent 60 % de leur budget à la nourriture, 15 % au logement et 15 % au vêtement ? La seule lueur d'humanité dans leur vie apparaît dans la mince partie de leur temps consacrée au loisir et dans les 10 % de leurs ressources servant à se soigner et à acheter quelques biens culturels rudimentaires. Quand la proportion des ressources destinées à ces besoins représentera à peu près 90 % du total, alors, l'humanité commencera à sortir de la Préhistoire.

Mais à ce moment-là le rôle de l'éducation ne fera que débiter. Les Russes voient surtout dans leur système d'instruction le moyen de pousser la production le plus possible. Mais le niveau de vie ne doit être que le support, essentiel certes, d'un niveau de l'esprit. Lorsque les hommes seront nourris, logés et habillés de façon presque gratuite et que le nombre des heures de travail aura été considérablement réduit, il s'agira de distraire tout ce beau monde. La Cour de Louis XIV ou l'Athènes de Périclès n'auront été que de petites maquettes de l'immense Parc des Plaisirs qu'il faudra organiser. A ce moment-là on sera très heureux d'avoir des intellectuels sous la main. Ils n'ont pas leur pareil pour occuper les gens désœuvrés en leur mettant dans le crâne des problèmes qui les empêchent de trouver le temps long.

C'est autour d'un projet de civilisation que devra se construire le nouvel humanisme des techniciens. Si la culture classique délivrait un permis de se conduire sous la dénomination d'« honnête homme », dans une société où « le point d'honneur » provoquait autant d'accidents mortels que la R.N. 7, il ne faut pas s'imaginer que le monde futur sera de tout repos. La menace atomique pèse toujours au dessus de nous. L'opposition entre nations prolétaires et nations nanties ne fait que

s'accroître. Le racisme n'en est qu'à ses débuts et croîtra beaucoup plus vite que les mariages entre gens de peuples différents. Une éducation des nerfs et de la volonté sera aussi nécessaire que celle de l'esprit, si nous ne voulons pas que nos enfants perdent la tête en même temps que la terre.

Le progrès de la technique n'aurait aucun intérêt s'il ne devait pas aboutir à ce résultat : permettre enfin à tous de se poser de manière sérieuse les questions vraiment intéressantes et fondamentales de la vie, de la mort, de l'esprit, de Dieu, de l'être, de la matière, etc.

Mais avant de jouer avec la métaphysique il faut remplir les limites de l'humain. Les individus qui, dans le monde actuel, mangent la culture avec leur cuillère à soupe et se complaisent dans un univers esthétique, retardent l'avènement de la culture véritable, celle qui ne pourra s'épanouir que dans une civilisation où l'animalité aura été réduite à ce qui est strictement nécessaire pour être heureux. C'est alors seulement que l'homme sera quelque chose qui pourra être dépassé.

La technocratie n'est pas un danger, c'est la technique qui est de la dynamite... La technocratie apparaît à certains comme l'élément rassurant d'une alternative. Le monde ancien espère, sous un autre aspect, se retrouver en elle. C'est une fausse interprétation. La technocratie a beaucoup plus de chances de servir de masque au socialisme qu'au libéralisme. Il n'y a ni alternative, ni choix à faire. L'avenir appartient à une société libre. Le développement de la technique jusqu'à ses extrêmes conséquences permettra de surmonter l'instant d'écœurement qui marque l'arrivée à un palier. Le doute et la fatigue s'emparent de civilisations laborieuses qui ne voient plus le but de leurs efforts. De même que, quelques minutes avant l'éclosion, le poussin, exténué, semble renoncer à tout effort pour briser sa coquille, de même l'humanité, sur le point de réaliser ses rêves séculaires, hésite à travers la mince membrane de quelques dizaines d'années qui la sépare d'une vie nouvelle.

Il faut dire cela aux techniciens afin qu'eux, les hommes de l'avenir, ne soient pas victimes du passé. L'humanité ne va pas dégénérer parce que de vieilles structures sociales et politiques se rabougrissent et dépérissent. Au contraire, il s'agit là d'un nouveau départ qui ne doit pas être manqué. Une technocratie réactionnaire serait extrêmement dangereuse pour les techniciens... et pour les autres. Ceux-là doivent donc être mis en garde contre leur pouvoir, non pas pour le mettre en veilleuse comme l'imaginent les idéologues du retour au bon vieux temps, mais pour le mettre au service de leurs semblables. Grâce à la technique, la division du monde qui se perpétue depuis les Chaldéens, entre prêtres et fidèles, initiés et aveugles, savants et ignorants, s'effacera.

Les grands réformateurs sont ceux qui ont révélé à tous les hommes les secrets de la religion ou de la science abusivement gardés jusqu'alors par un petit nombre de privilégiés. Sous sa blouse grise ou son complet de confection, avec son air à la fois un peu pédant et ahuri, le technicien est notre Prométhée.

Charles DELAMARE
ancien élève de l'Ecole normale supérieure
et de l'Ecole nationale d'administration.

Libres
réflexions
à partir
des drogues
hallucinogènes

par Jean-Marie PELT

« **Eboulement**, l'appellation des Mazatèques pour ces champignons, m'avait semblé auparavant bizarre ; maintenant son exactitude me paraissait évidente. Nos corps étaient étendus là tandis que nos âmes s'élevaient. Nous avions l'un et l'autre des visions, similaires mais non identiques, et nous comparions nos impressions en chuchotant. Tout d'abord nous vîmes des formes géométriques, angulaires, jamais circulaires, richement colorées comme pourraient l'être des tissus ou des tapis. Puis, celles-ci prirent une structure architecturale, avec des colonnes et des architraves, des patios d'une splendeur royale, des édifices aux brillantes couleurs, avec de l'or, de l'onyx, de l'ébène, le tout des plus harmonieusement et ingénieusement conçu, et d'une magnificence dépassant l'imagination humaine. Pour je ne sais quelles raisons, ces visions architecturales semblaient orientales, et pourtant à chaque scène, je me rendais compte qu'elles ne pouvaient être identifiées à aucun pays oriental particulier. Elles n'étaient ni japonaises, ni chinoises, ni indiennes, ni musulmanes. Elles paraissaient appartenir plutôt à l'architecture imaginaire décrite par les visionnaires de la Bible, par

Saint-Jean à Pathmos. Dans l'esthétique de ce monde ainsi révélé, la simplicité attique n'avait aucune place : tout était d'une richesse resplendissante ».

C'est en ces termes que l'ethnologue américain Wasson relate les effets des champignons hallucinogènes du Mexique. Des sensations de cette sorte sont pour le moins inhabituelles ; aussi ces drogues ont-elles provoqué, aux Etats-Unis notamment, une véritable vague de toxicomanie.

En absorbant des traces de psilocybine, ou d'amide lysergique (L.S.D. 25), le sujet échappe, pour quelques heures, à la monotonie des jours ordinaires. Hors de l'espace et du temps, il effectue un voyage, un « trip », au-delà des réalités matérielles de son univers quotidien.

La presse a relaté, il y a quelque temps, ces phénomènes peu communs. Mais l'information ne déborda guère la rubrique des faits divers, bien qu'elle méritât, semble-t-il, plus de considérations. Car l'étude de ces drogues suggère quelques réflexions qui, comme leurs effets, débouchent nécessairement au-delà de nos sphères de pensée quotidienne.

Orient et Occident

La découverte des drogues hallucinogènes est récente. Elle est le fruit de la prospection systématique, entreprise par les pharmacologues, pour découvrir les secrets des traditions séculaires et des pharmacopées empiriques. Car la médecine traditionnelle de chaque peuple et de chaque civilisation, reflète fidèlement les mythes, les croyances, les besoins matériels ou spirituels propres à cette part et à cet âge de l'humanité. Ainsi, dès l'origine, l'Orient et l'Occident se distinguent par la nature des drogues qu'ils utilisent.

L'oriental satisfait son besoin de détachement et de contemplation en s'aidant de drogues sédatives, qui freinent l'agitation de l'esprit et facilitent aux sages l'accès du Nirvanah. Il apporta ainsi au monde l'opium, le chanvre indien et plus récemment, le Ranwolfia. Gandhi prenait chaque soir, dit-on une infusion de cette herbe sacrée des bords du Gange, dont les alcaloïdes sont utilisés aujourd'hui dans le monde entier : neurosédatifs et déprimeurs, ils diminuent l'angoisse, réduisent l'agressivité, et ouvrirent il y a quelques années, ce que l'on appellera peut-être un jour, l'ère des tranquillisants.

L'occidental est un homme d'action ; il aime les réalisations concrètes, développe ses techniques, recherche l'animation et le rythme. Dans les dispositions de l'esprit, peu de choses différencient en profondeur l'ardeur gestuelle du danseur africain, et l'ardeur psychique de l'homme d'affaires moderne, que les Américains qualifient très judicieusement du terme sportif de « manager ». Mais tout les différencie, l'un et l'autre, du sage Indou, maintenant durant des heures une posture yoghique. La comparaison des exercices physiques est d'ailleurs très suggestive : ici, gymnastique individuelle ou de groupe, rapide et rythmée, visant au développement musculaire et à la perfection de la plastique corporelle. Là, exercices solitaires, mouvements lents et coulés du Yoga, tendant à la sérénité intérieure et à la prise de possession de soi. A ce point de vue aussi, l'Européen ressemble davantage à l'Africain de la brousse qu'à l'Indou des bords du Gange, comme en témoigne le rythme fébrile et proprement sauvage des danses modernes, venues d'outre-Atlantique... et du fond des âges. Rien de tel dans les anciennes traditions de l'Orient.

Spontanément, l'occidental a donc recherché dans la nature des drogues capables d'accroître son rendement musculaire et nerveux.

L'Afrique a donné au monde le Café, et l'on y consomme toujours la fameuse noix de kola, dont la mastication améliore l'utilisation des ressources énergétiques de l'organisme. Le Gabon fournit les racines d'Iboga, qui produisent les mêmes effets « défatiguants ». Les Alcaloïdes de l'Yohimbe, sont réputés développer l'appétit sexuel ; ils figurent à ce titre en tête de la liste sans fin des aphrodisiaques, dont les populations africaines font une si impressionnante consommation. (Ne cite-t-on pas telle pharmacie d'Afrique noire dont la vente des aphrodisiaques représente près du tiers de son chiffre d'affaires).

L'Amérique latine possède des drogues à caféine qui lui sont propres : maté et guarana. Elle est la terre d'origine du quinquina, drogue « tonique » par excellence, mais aussi de la feuille de coca, dont la mastication représente pour les populations misérables des Andes péruviennes et boliviennes, le seul moyen d'échapper à la fatigue, et sans doute à la torture de la faim ; car la cocaïne supprime totalement cette sensation, sans posséder l'action dépressive qu'on lui attribue souvent.

L'Amérique du Nord, faute de passé et donc de traditions, n'a rien apporté de vraiment nouveau... tout au plus une justification à notre thèse. Car, en inondant l'univers de « coca-cola », elle a réalisé la synthèse des deux drogues prestigieuses d'Afrique et d'Amérique latine, créant ainsi une heureuse association thérapeutique, phonétique et publicitaire. La France est plus modeste, mais elle possède la quintonine, qui fait partie, de son patrimoine national. Ainsi l'un et l'autre, Européen ou Yankee, consomment-ils « fortifiants » ou « tonics » sous toutes leurs formes, fidèles en cela aux plus anciennes traditions de l'Occident. L'ardeur qu'ils y puisent ne peut qu'être salutaire à leur activité et bienfaisante à leur moral. Qui s'en plaindrait?... La Sécurité Sociale, tout au plus ! Mais elle a bien d'autres sujets de préoccupation.

Notre époque, il est vrai, bouleverse les traditions et compromet les équilibres acquis ; car voici que déferle l'énorme vague des tranquillisants. Passant de l'excitant du matin (ou à l'approche d'un examen) au déprimeur du soir, l'homme occidental d'aujourd'hui ébranle son système nerveux, que par ailleurs le rythme de sa vie moderne n'épargne guère. Mais l'Oriental, lui aussi, compensait instinctivement les effets fâcheux des sédatifs par une grande consommation d'épices. Tant il est vrai que les contraires s'attirent !

Les Médicaments de la Pensée

L'ethnopharmacognosie, science des relations entre les peuples et les drogues qu'ils utilisent, est donc prometteuse. Et c'est un ethnologue, Wasson, qui redécouvrit récemment ces curieux champignons hallucinogènes, en observant les habitudes ancestrales de quelques tribus d'Indiens Mazatèques. André Thevet, historien français, les mentionnait pour la première fois dans son « Histoire du Mexique », en 1574, lorsqu'il écrivait : « Le Seigneur ordonna que les jeunes hommes et filles dansassent aux temples pour donner plaisir aux Dieux, tant les jeunes de la ville que les proches voisins, lesquels le diable abusait en leur faisant manger quelques champignons nommés nanacatls, lequel les faisait sortir hors des sens et avoir mult vislons ».

L'étude des champignons mexicains attira de nouveau l'attention du monde scientifique sur les effets étranges de ces drogues : hallucinations, visions colorées, dédoublement de la personnalité et même complète dépersonnalisation. Et l'on comprend la curiosité parfois morbide que leur portèrent peintres, artistes, poètes ou romanciers en mal de dépaysement et de fantastique. C'est ainsi qu'Aldous Huxley contri-

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

bua à la vulgarisation d'un petit cactus américain, le peyotl (littéralement : « Plante qui fait les yeux émerveillés »). Son principe actif, la mescaline, est plus connu sous le nom de serum de vérité. L'ayant essayé à plusieurs reprises, l'auteur résume ainsi ses impressions : « L'aptitude à se souvenir et à penser droit est peu diminuée ; les impressions visuelles sont considérablement intensifiées ; la volonté subit une profonde modification, en mal ; des choses meilleures peuvent être éprouvées, là-bas ou ici, à l'intérieur ou à l'extérieur, simultanément ou successivement. La Mescaline ouvre le chemin de Marie, mais ferme la porte à celui de Marthe. Elle donne accès à la contemplation, mais à une contemplation incompatible avec l'action, et même avec l'idée d'action. En

somme, elle permet d'atteindre les sommets, mais pas en plénitude ».

L'ergot de seigle, champignon ascomycète, parasite des céréales, produit des effets assez voisins ; c'est de l'étude de ses alcaloïdes qu'est née l'amide lysergique (L.S.D. 25), utilisée par les toxicomanes. Le venin de crapaud contient lui aussi une substance hallucinogène, la bufoténine ; ce qui explique peut-être l'horreur qu'inspirait jadis cet animal, dont on craignait les maléfices et les pouvoirs diaboliques. Cette même bufoténine a été trouvée récemment dans les graines d'une sorte de mimosa : *Piptadenia peregrina*, que les Indiens d'Amérique du Sud consomment comme excitants et hallucinogènes.

On connaît donc aujourd'hui plusieurs substances chimiquement définies, capables de perturber totalement le monde des sensations et des idées. Le mode d'action de ces « psychodysléptiques », immédiatement lié à la biochimie du cerveau, est encore bien loin d'être élucidé. Mais les auteurs ont été frappés par la présence constante, dans leur molécule, du noyau fondamental de l'indole (ou d'un précurseur immédiat). Cette condition, si elle semble liée à l'apparition des phénomènes hallucinatoires, n'est cependant pas suffisante : les principes indoliques sont nombreux, mais pour la plupart dépourvus de telles propriétés ; et l'indole lui-même, par sa présence dans la structure d'un amino-acide fondamental, le tryptophane, est un des constituants banals de la matière vivante, végétale et animale. Pourquoi dès lors, certaines substances indoliques provoquent-elles seules de tels effets ? La question est actuellement posée.

Un commencement d'explication a pu être fourni après la découverte, ces toutes dernières années, d'une hormone du système nerveux central : la sérotonine. De nature indolique, cette hormone naturelle chimiquement très voisine de la bufoténine provoquerait, en s'accumulant dans le cerveau ou en y subissant des modifications métaboliques, des phénomènes hallucinatoires proches de la schizophrénie. On vient en effet de découvrir dans l'urine des schizophrènes des proportions élevées de plusieurs dérivés méthylés de la sérotonine, parmi lesquels précisément la bufoténine !

Ainsi est avancée pour la première fois, une interprétation (ou tout au moins une hypothèse) biochimique de certains désordres psychiques : la schizophrénie serait donc une maladie métabolique résultant d'une méthylation anormalement rapide de divers constituants normaux de l'organisme, en particulier la sérotonine.

Mais si les causes sont longtemps restées obscures, l'observation des phénomènes hallucinatoires par contre n'est pas nouvelle. Et on leur trouvait autrefois des explications en harmonie avec les croyances, les mythes, l'environnement et le psychisme collectif propre à chaque époque.

L'histoire du Moyen Age est riche d'exemples d'ensorcellements et de possessions, minutieusement rapportés et décrits par des auteurs de bonne foi. Le « possédé » présentait des signes évidents d'une « dé- possession » de soi, assez analogue au délire hystérique : on sait aujourd'hui que certains états pathologiques, appelés par les auteurs de cette époque « Mal des ardents » ou « Feu de Saint-Antoine », n'étaient que le signe d'une intoxication par l'Ergot

de seigle, consécutive à l'ingestion de farine contaminée.

Les premiers symptômes hallucinatoires frappaient un sujet déjà éprouvé physiquement par le poison, et vivant dans l'ambiance manichéenne d'un âge où l'homme redoutait plus qu'aujourd'hui les séductions du malin. De cette conjonction entre une cause matérielle et une prédisposition psychologique naissait le syndrome de possession ; et chacun y voyait une irruption directe de Satan dans les affaires du monde.

L'intervention volontaire ou accidentelle d'une drogue permet ainsi d'entrevoir les causes de quelques phénomènes, restés jusqu'ici mystérieux. Les oracles de la Pithie paraissent un peu plus plausibles lorsqu'on sait l'usage que faisaient les Grecs, de drogues telles que la Jusquiamme : le délire atropinique consécutive à l'ingestion de ce « philtre » était peut-être favorable à l'exercice du don de double vue, dont Wasson rapporte un exemple stupéfiant, consécutif celui-là à la consommation de champignons. Mais nous en reparlerons dans un instant. Et la science moderne est sans doute loin d'avoir exploré tous les secrets des alchimistes du Moyen Age, des sorciers africains ou des mages d'Orient. On peut donc s'attendre à d'autres surprises ; ce qui nous conduit à prendre appui sur ces faits désormais incontestables, pour réfléchir aux possibilités spontanées ou provoquées, entrevues ou ignorées du cerveau humain.

Les Mystères de l'Esprit et le Mythe du Surhomme

On voudra bien m'accorder le droit de risquer à ce propos quelques extrapolations hasardeuses, si l'on admet qu'il est parfois nécessaire de poser, pour sa propre représentation intellectuelle, des hypothèses hardies ; quitte à en modifier le contenu si l'avenir vient à les démentir. D'autant qu'en ce qui concerne le cerveau et la pensée, les connaissances acquises sont encore bien rudimentaires.

Absorbé par le monde matériel dont il s'efforce de percer les secrets, sondant les profondeurs du Cosmos et les mystères de l'infiniment petit, l'homme de science a comme instinctivement retardé l'étude de l'instrument qui est à l'origine de ses conquêtes les plus prestigieuses : son propre cerveau, dans ses relations avec le psychisme et les lois de l'Esprit. Ce qui ne signifie pas qu'il se désintéresse de la condition humaine, bien au contraire. Mais, il importait de passer au plus pressé. C'est donc sur la matérialité tangible du corps physique qu'ont d'abord convergé tous les efforts de la médecine et de la science. Aux hommes de loi appartenait, d'autre part, la charge d'organiser le corps social. Quant aux choses de l'esprit et du cœur, le « savant » préférait abandonner le soin d'en dissenter au littérateur, au philosophe ou au théologien. Ainsi alla le monde jusqu'à l'aube de ce siècle.

On conçoit d'ailleurs que la complexité du cortex cérébral et de la sphère psychique, fasse de ce domaine un objet de science particulièrement ardu. Il ne peut être autrement, lorsqu'on sait la difficulté d'expérimenter sur l'homme vivant, ce qui limite le champ d'observation des phénomènes, et surtout la possibilité de les reproduire à volonté ; l'importance

des différences subjectives et des simulations ; le risque de confondre l'objet et le sujet ; l'incidence du collectif sur l'individuel ; enfin la nécessité de tenir compte de l'interférence constante des mythes, des croyances, des tabous, bref des inquiétudes d'une nature humaine toujours plus ou moins aliénée.

Or, l'étude des drogues hallucinogènes a révélé, par hasard, des potentialités assez inattendues. Les visions décrites par les Professeurs Heim, Delay, et tant d'autres sont déjà bien étonnantes. Mais Wasson rapporte en outre les prédictions d'un certain Aurelio, Indien mexicain qui, sous l'empire des champignons, lui fit quelques révélations relatives à son fils Pierre, resté aux Etats-Unis durant son voyage. Les déclarations d'Aurelio fidèlement recueillies et consignées par écrit, se révélèrent au retour parfaitement exactes. Expérience proprement stupéfiante, car l'Indien avait réussi à « voir » dans le temps et dans l'espace, donc à s'abstraire pour quelques heures d'un village qu'il n'avait pourtant jamais quitté.

Des expériences de ce genre ont été souvent relatées ; mais il est rare qu'elles présentent, comme celle-ci, toutes les garanties de rigueur et de contrôle scientifique. Et l'effet des drogues sur l'esprit n'est qu'un des mystères à explorer, parmi tant d'autres, vérités ou affabulations, réalités ou exagérations, tels que magnétisme, divination, parapsychologie, hypnose, mysticisme, charismes divers, etc..., etc... Enorme matériel à accumuler, trier, décanter, classer et peut-être un jour expliquer.

Certains, il est vrai, au nom d'un positivisme élémentaire, nieront tout en bloc ; tout ou à peu près tout. La faiblesse de nos connaissances est sans doute partiellement responsable d'une telle attitude. Mais elle n'en est pas moins un frein au progrès, et la négation même de toute vraie science humaine. Car la découverte est le fruit d'une curiosité et d'une interrogation, d'une démarche vers l'incertain, et même vers l'improbable. Comme le notait Socrate, l'étonnement reste la base de toute science.

Pourquoi, dès lors, s'interdire a priori de penser que certains phénomènes, fortuitement révélés ou observés, et scientifiquement incontestables, ne sont en fait que les signes visibles et provisoirement incompréhensibles d'une réalité qui pour l'instant nous échappe. La foudre et le tonnerre dans un ciel d'été, inspiraient jadis la crainte et le respect, car l'homme y voyait une manifestation directe de la puissance des Dieux. Mais qui pouvait imaginer alors la réalité prodigieuse, dont ces phénomènes naturels n'étaient que le signe incidemment apparent : l'électricité. Pourtant, sa découverte vient de modifier le cours de l'histoire, apportant la lumière, la force motrice, les communications à distance et les mille applications de l'électronique moderne. De même les anticipations de Jules Verne relevaient, il y a quelques décades à peine, de la pure science fiction. Et voici qu'elles se réalisent sous nos yeux.

Bref, ce qui apparaît aujourd'hui incident et parcellaire, peut être le reflet d'une réalité constante et cohérente, mais encore insoupçonnée. Ne décèlerait-on pas demain de nouvelles propriétés de la matière pensante ? Ne réussira-t-on à en libérer des énergies puissantes, dont quelques privilégiés, empiriquement ou consciemment, connaîtraient déjà le secret ? Bref l'homme se découvrira-t-il un jour « maître

de soi comme de l'univers ? » Et ne vivrions-nous pas alors dans quelque Moyen Age de l'espèce, à la veille d'une mutation plus gigantesque encore que celle de l'âge industriel, puisqu'elle toucherait l'homme dans sa nature, et non plus seulement dans ses œuvres ? Autant d'interrogations auxquelles il est impossible de répondre ; mais qu'il est légitime de formuler, car il est logique pour l'homme de science, enhardi par ses conquêtes, de s'enharder aussi dans ses hypothèses.

La science piétinerait si la voie ne lui était sans cesse ouverte par le halo confus des hypothèses, des spéculations, des anticipations, et par les représentations d'une imagination individuelle ou collective toujours en avance sur le réel.

On se prend ainsi à rêver au mythe du surhomme. Cette vieille espérance prométhéenne, aussi ancienne sans doute que l'homme lui-même, ne contiendrait-elle pas cette petite parcelle de vérité, que recèle toujours l'inconscient collectif de l'humanité ?

Une telle manière de voir ne contredit pas les espérances des hommes d'aujourd'hui. Elle s'accommode même, avec un relatif bonheur, aux visions d'avenir des grandes croyances de notre temps ; car le marxiste partage avec le chrétien la certitude d'enfanter dans un douloureux présent, une humanité nouvelle, forte et libre. Et un Teilhard de Chardin y verrait peut-être « en haut et en avant du pas de la réflexion », l'étape ultime, où s'accomplirait et culminerait l'espèce.

De la Métaphysique à la politique

Dans une perspective plus immédiate et moins ambitieuse on décèle dans l'histoire du temps présent, quelques manifestations spectaculaires de la puissance de l'Esprit. Pousser plus avant la confrontation précédemment esquissée entre l'Orient et l'Occident nous y aidera.

Il tombe sous le sens que nous évoluons comme si chacun de nous s'efforçait à tout prix de se fuir lui-même ; par la télévision et le transistor, le monde extérieur nous accompagne et nous environne sans relâche. Et partout alentour, c'est la recherche éperdue de biens et de satisfactions matérielles, l'apparition de besoins toujours nouveaux et jamais satisfaits, qui nous font chercher sans cesse au dehors de nous-mêmes, on ne sait quel impossible bonheur.

Toute différente est l'ambition du sage. Aussi seul sur les Hauts-plateaux du Tibet que dans les rues grouillantes de Calcutta, animé par une volonté intérieure ferme et résolue, indifférent au monde qui l'entoure, il s'efforce de conquérir la maîtrise d'un corps, considéré comme l'épiphénomène d'une plus vaste réalité. Il réussit ainsi à vaincre la douleur et les agressions du milieu extérieur.

Le suicide par le feu des bonzes du Vietnam, martyrs volontaires, montre à quel degré de détachement peut mener une telle ascèse. Des actes de cette nature révèlent à la conscience occidentale un type d'homme dont les ressorts intimes lui sont totalement étrangers, et dont l'attitude ferait peut-être sourire, si elle n'en imposait par l'héroïsme d'une immolation consentie sans contrainte.

Plus orientées dans la dimension verticale et mystique, que dans la dimension horizontale et humanitaire, les philosophies de l'Orient témoignent ainsi de la puissance de l'esprit. Elles déconcertent, intriguent,

mais forcent l'admiration. Et l'on se prend à souhaiter une nécessaire synthèse, la rencontre de ces deux univers, la mise en commun de leurs valeurs, imaginant l'homme qu'engendrerait leur mutuelle fécondation.

Le christianisme, né à la frontière des deux mondes, en recèle les prémisses. Car si l'Évangile est un message de paix dans la contemplation des réalités d'en haut, il est aussi un appel à transformer dès à présent la patrie humaine en marche vers ses destinées éternelles. Ces deux versants d'un christianisme authentiquement dialectique se sont affrontés et mutuellement fécondés tout au long de l'histoire. Et l'Église d'aujourd'hui continue à élever en son sein le « militant responsable, engagé », préoccupé « d'agir sur les structures », et le moine contemplatif qui, dans les Églises d'Orient surtout, vit immergé dans l'Esprit Saint, parfaitement étranger aux affaires du monde.

Mais une autre synthèse s'élabore sous nos yeux. L'extrême-orient marxiste a entrepris un effort gigantesque pour mettre en œuvre un plan de développement, de promotion et d'expansion (y compris peut-être dans le sens territorial du terme). Mais il met à la réalisation de ces objectifs bien occidentaux, une volonté résolue et tenace, fruit d'une ascèse collective, dont aucune des démocraties libérales ne serait capable. Puissante mystique qui apparaît comme le curieux résultat de l'impact marxiste sur la tradition chinoise. Or si la force de l'Esprit, comme nous le pensons, est bien la plus haute énergie de l'univers, que dire alors de la puissance de cet Esprit collectif, résolu jusqu'à l'ultime immolation de la patrie : la seule volonté du peuple vietnamien et de son chef ne tient-elle pas présentement en échec la plus grande puissance matérielle du monde, au mépris des ruines accumulées et des vies sacrifiées. Car, et les succès spatiaux le prouvent, les profondeurs du Cosmos offrent moins de résistance à nos techniques, que la volonté des hommes. Belle preuve qu'en définitive, n'en déplaise aux sceptiques ou aux politiques, c'est bien l'Esprit qui mène le monde.

La guerre dramatique qui se développe en Asie, et la résistance désespérée d'un peuple fier et pauvre, dont la résolution impressionne et le fanatisme effraye, nous offrent ainsi l'occasion d'une humble méditation sur nous-mêmes. L'Occident pourrait bien, une fois encore, succomber sous la pression des peuples d'Asie, fils des grands conquérants de l'histoire, s'il n'acquiert pour survivre, ce supplément d'âme, c'est-à-dire dans le contexte actuel, la maîtrise de ses techniques et surtout de ses besoins. Seul, un effort de volonté librement consenti, lui permettrait de se priver un peu plus, pour partager davantage, et de marcher vers cette « nouvelle frontière » qui, quand le comprendra-t-on, est toute sa raison d'être. En est-il capable ? Sinon la dure leçon qu'il subit aujourd'hui, (en acteur ou en spectateur), pourrait se muer demain en défaite, et plus tard en désastre.

Mais nous voici bien loin du propos initial... vagabondage que l'éclectisme de « France-Forum » et l'indulgence de ses lecteurs voudront bien excuser.

Jean-Marie PELT.

Professeur

à la Faculté de Pharmacie
de Nancy.

LA POLITIQUE PEUT-ELLE CHANGER ?

PAR RENE PUCHEU

La politique est aussi énigmatique que le sphinx. Nul ne sait si elle est ange ou démon, humaine ou inhumaine. Depuis des siècles on s'interroge sur ses caractéristiques et sa nature. Personne n'a encore compris son secret. Il suffit pour le constater de consulter les experts.

Les linguistes sont prolifères ; toutefois, leur inventaire n'éclaire pas complètement. Le dictionnaire Littré consacre plusieurs colonnes au mot. Pour sa forme adjectivale il réserve huit ou neuf sens. Il en énumère autant pour la forme substantive. Le Robert est aussi prolifère. La consultation de ces savants ouvrages n'avance à rien ou presque.

Par ailleurs, il ne faut pas trop attendre des politologues. Ils sont en quête de l'objet de leur science. Ils ne sont pas toujours certains qu'il existe ou existera encore bien longtemps. En liminaire d'une remarquable étude consacrée à « L'avenir de l'activité politique » Pierre Avril avoue ceci : « Depuis quelques décennies, la notion de politique s'est obscurcie. La politique est partout et nulle part ; tout est politique en un sens puisque les bornes de l'intervention de l'Etat ont été considérablement reculées, mais rien, ou presque rien, n'est plus spécifiquement politique puisque l'on nous décrit les idéologies mourantes, la désaffection pour les compétitions qu'elles animaient généralement, le goût du concret et de l'efficacité triomphant. Le caractère technique de la plupart des problèmes semble un facteur décisif dans la voie de la substitution annoncée depuis plus d'un siècle, de l'administration des choses au gouvernement des hommes. La politique a-t-elle dès lors un avenir ? »

Le désarroi des experts a beaucoup de raisons. Mais il en est une particulièrement importante, aujourd'hui. C'est l'étrange situation faite à la politique par et dans le monde actuel. D'une part, ce monde est mis sens dessus-dessous par les plus fantastiques bouleversements qui aient eu lieu depuis l'invention du feu et la sédentarisation. D'autre part, la politique qui a chargé de donner forme et sens humain à cette métamorphose demeure immuable.

On a beau proclamer partout qu'il faut la moderniser, la faire passer de l'ère des sorciers à celle des savants, substituer au pilotage à vue la navigation au-

tomatique et prospective, la politique ne modifie guère ni ses pompes ni ses œuvres.

Dès lors, une question surgit : la politique peut-elle changer ? Plus précisément, peut-elle en tant qu'action, d'aventure devenir science ? La politique ne serait-elle pas irrémédiablement de l'ordre de l'aventure ? Ne serait-ce pas sa fascinante grandeur que de relever de cet ordre qui est celui du risque, du pari, du défi ?

Il vaut la peine de se le demander en montrant que tout change et que la politique demeure.

Pour comprendre véritablement la situation faite, aujourd'hui, à la politique par le monde actuel, il faut discerner clairement que celle-ci est paradoxale. La politique est sommée d'orienter ou d'organiser le progrès alors qu'elle-même ne peut progresser ; elle doit diriger la plus formidable mutation de l'humanité — depuis l'invention du feu et la sédentarisation — empêtrée qu'elle est dans sa propre immuabilité.

Il n'est pas inutile de réfléchir sur cette étrange condition de la politique en considérant, d'abord, les changements du monde et en nous demandant, ensuite, pourquoi, inéluctablement, la politique ne peut progresser ou si peu.

I. - LA GRANDE MUTATION EST COMMENCÉE

Le premier thème a fait l'objet et donne lieu à force développement. Chacun sait que nous vivons ce moment solennel où l'humanité quitte l'ère des laboureurs pour entrer dans celle des cosmonautes. Chacun sent que chaque jour ou presque l'évolution paraît prendre une allure plus galopante. Cette impression n'est pas une illusion. Lorsque les analystes dressent les courbes de multiples faits sociaux (courbe de la croissance démographique, de la vitesse, du niveau de vie, de la circulation humaine, etc...), on constate qu'elles ont toutes le même profil. Après une montée insensible — mais elle aussi combien prodigieuse ! — au long des cinq mille ans d'histoire que nous connaissons, elles démarrent à la verticale autour des années 1750.

ETUDE

On l'a remarqué, si des origines au XIX^e siècle la puissance motrice dont disposaient les hommes est passée de 0,1 CV (= force humaine) à 100 CV (= machine de Watt), cent cinquante années ont suffi pour atteindre des puissances de 100.000 CV (centrales hydrauliques) et de 1.000.000 CV (poussée des fusées).

Pour illustrer cette accélération, sur le mode de la parabole M. Pradseil a imaginé de ramener à la durée d'une année les 30.000 ans qui précèdent l'explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima, en 1945. Il était amené à remarquer que dans ce cadre :

- l'âge de fer commençait le 18 octobre ;
- l'ère chrétienne commençait le 8 décembre ;
- Watt inventait la machine à vapeur le 30 décembre à 0 h 18 ;
- le premier chemin de fer Roanne-Saint Etienne circulait le 30 décembre à 16 heures ;
- Blériot traversait la Manche le 31 décembre à 16 h 12.

Bien que la plupart des aspects de ce mouvement aient été traités tantôt sereinement, tantôt lyriquement, il est impossible de prétendre reconnaître l'univers politique sans en prendre la mesure. Du point de vue qui nous préoccupe, quatre énormes dérivés de fond paraissent devoir être soulignés :

- le passage de l'humanité dispersée à l'humanité totalisée ;
- le passage de l'humanité naturelle à la nature humanisée ;
- le passage d'un savoir limité à un savoir illimité ;
- le passage de l'humanité terrienne à l'humanité cosmique.

Quand naît l'humanité

Le premier processus se développe selon deux axes principaux : l'humanité se totalise par extension et par coagulation.

D'une part les groupes se **décloisonnent** ; bon gré, mal gré, l'espace de leurs échanges se délocalise pour éclater sur la planète entière. C'est ce qu'on appelle la **mondialisation**. Dans l'existence concrète ce phénomène se réalise de deux manières :

— l'augmentation de la mobilité des individus. Plus d'hommes que jamais parcourent la terre. Philéas Fog n'est plus l'exception. L'humanité redevient nomade soit pour travailler soit pour se reposer et la transhumance se produit à l'échelle de la terre. Il est inutile de remarquer que chacun peut observer ce phénomène dans sa propre vie ;

— l'irruption du monde dans l'intimité de chacun. Désormais, par l'inquiétant écran de la télévision le monde entier vient à domicile. Bientôt la mondiovision permettra à tous les hommes de voir ensemble le même fait ; déjà des millions d'hommes ont vu simultanément aussi bien le Pape à New-York que la Coupe du Monde de football ou que le départ et le retour des Géminis.

Il faut prendre conscience de l'extraordinaire nouveauté de ces phénomènes. Karl Jaspers a raison d'affirmer que l'histoire mondiale commence. Après avoir près d'un million d'années vécu chacun dans

leurs clairières respectives ou à l'intérieur de leurs frontières, les hommes sont malaxés. L'unité humaine qui était une idée prend corps. L'espèce prend vie et bientôt prendra conscience.

D'autre part, les hommes s'**agglomèrent**. C'est ce qu'on appelle l'**ère des masses**. Sous l'effet de la pression démographique — on sait que l'humanité va vers les 6 milliards d'hommes en l'an 2000 — de la multiplication et de l'intensification des circuits de communication, la distance entre les individus diminue. On vit les uns sur les autres dans des villes de plus en plus gigantesques. Pris dans des embouteillages, soumis à une réglementation aux innombrables filets, on est emporté au gré des modes collectives de plus en plus tyranniques et changeantes. L'isolement physique devient difficile. L'important est d'admettre que ces soubresauts ne sont pas un accident. Ils sont les symptômes d'une dérive fondamentale : la coagulation humaine. La mosaïque humaine devient pâteuse. Nul mieux que Teilhard de Chardin n'a perçu cette sorte de changement qualificatif de la physique des sociétés.

« Lentement mais sûrement, par le jeu combiné de « forces irrésistibles les feuillets humains continuent « à se refermer, à s'enrouler autour de nous. Sur la « surface close de l'astre qui nous porte, malgré les « coupes sombres de la guerre, la population se mul- « tiplie en progression presque géométrique ; et, si- « multanément, l'aire de déplacement, d'information « et d'influence, pour chaque molécule humaine tend « rapidement à devenir coextensive au globe entier. « Compression croissante donc. Mais bien plus en- « core, grâce à une inter-liaison biologique portée à « son extrême par l'apparition de la Réflexion, com- « pénétration organisée de tous les éléments les uns « par les autres ».

Quand l'homme rompt avec la nature

Le second processus-capital consiste dans la **dénaturation**. L'homme est entraîné d'en finir avec les équilibres biologiques et cosmiques spontanés. Il y a longtemps qu'il a commencé à modifier le milieu « naturel » et bien des paysages que nous admirons comme l'œuvre de la nature ne sont que le fruit du laborieux effort des générations. Paul Valéry avait finement perçu que l'homme n'existe qu'en modifiant son milieu.

« Nous sommes une espèce zoologique qui tend d'elle-même à faire varier son domaine d'existence et l'on pourrait former une table, un classement systématique de nos rêves, en considérant chacun d'eux comme dirigé contre quelqu'une des conditions initiales de notre vie. Il y a des rêves contre la pesanteur et des rêves contre les lois du mouvement. Il en est contre l'espace et il en est contre la durée. L'ubiquité, la prophétie, l'Eau de Jouvence ont été rêvées, le sont encore sous des noms scientifiques. »

La nouveauté réside donc dans la modification de la nature. Elle réside dans l'ampleur de la modification et, à exactement écrire, dans l'escamotage de la nature. Cette action se développe selon deux voies :

— la **dislocation des équilibres vitaux** : les troubles apportés par l'intervention de l'hygiène dans la sé-

lection naturelle, la pollution atmosphérique, la pollution des eaux sont autant de symptômes de la destruction de l'ordre néolithique ;

— la création d'un nouveau monde qui est un monde entièrement dérivé de l'initiative et du genre humain. Deux phénomènes peuvent être cités comme témoins de cet avènement, semble-t-il.

D'abord l'évolution de la place et de la physionomie de la Ville. Hier, elle était l'exception ; la majorité des populations demeurait aux champs. Aujourd'hui, en quelques décennies elle devient de règle. Elle défère sur la campagne et sur la planète. Du coup, alors qu'elle était enserrée naguère dans un périmètre strict qui, souvent, était cristallisé par des murailles, elle déborde de toutes parts et le nouvel urbanisme rêve de la ville continue qui intègre la campagne en son sein et l'absorbe au point de l'organiser et de la distribuer en fonction des besoins urbains. D'ailleurs, peu à peu, l'urbanisme se confond avec l'aménagement du territoire qui n'est, selon une belle définition, qu'une géographie volontaire.

Ensuite, nous citerons la place prise par les matières plastiques c'est-à-dire par ces matières synthétiques qui remplacent les matières premières naturelles et qui possèdent des qualités égales sinon supérieures. Il s'agit là d'une industrie typique du XX^e siècle et, peut-être que la tranche de beefsteak enveloppée d'une pellicule de plastique, telle qu'on l'achète au super-marché est-elle l'illustration la plus saisissante de ce nouveau monde dans lequel le règne humain s'intercale dans un système tampon entre le milieu cosmique et le métabolisme cellulaire.

Le surgissement de ce nouveau monde bouleverse, évidemment, toutes choses. L'espace se rétrécit puisque relativement aux moyens de transports le Commonwealth, de Londres à Sidney, est plus petit que l'Égypte pharaonique, de Memphis à Louxor, ou que l'empire de Charlemagne. L'homme aura bientôt le don d'ubiquité. Le temps s'amenuise. « Il n'y avait pas de minutes ni de secondes pour les anciens, mais nos mouvements aujourd'hui se règlent sur ces fractions. Le dixième, le centième de seconde commencent de n'être plus négligeable dans certains domaines de la pratique » observait Valéry, et Valéry écrivait voici trente ans ! En réalité, à force de s'affiner, la durée éclate. Le passé devient présent. Le futur est déjà commencé, donc le présent devient passé. Tout devient instantané et simultané. Les saisons s'estompent ; bientôt les tentes de nylon à l'échelle d'une ville permettront de les abolir. L'homme, enfin, envisage sérieusement de vaincre la mort ; il commence à dater l'année de son immortalité : 2070 !

Il est inutile de continuer l'inventaire des bouleversements. Plutôt, il est utile que nous insistions sur deux aspects de ce nouveau monde.

En premier lieu, il faut se garder de croire que ce monde fabriqué par l'homme obéit toujours à l'homme. Peu à peu, il a tendance à prendre son autonomie. Tout se passe comme si l'homme n'échappait à la nature première qu'en secrétant une seconde nature. Au début « l'oubli était né comme un appendice extériorisé du corps humain. Aujourd'hui, le voici transformé en enveloppe mécanisée (Intrinsèquement cohérent et formidablement varié) de l'Humanité même » (Teilhard de Chardin). L'enveloppe étreint l'homme qui doit se plier à ses besoins. Le

fonctionnement de l'économique, aujourd'hui, le manifeste.

En second lieu, il est important de comprendre que la technique ne demeure pas à l'intérieur de l'homme. Elle n'est pas une enveloppe, contrairement à l'image teilhardienne. Elle est un climat. Elle est un mode d'existence qui se définit par « la préoccupation de rechercher en toutes choses la méthode absolument plus efficace » (J. Ellul). Elle façonne donc les rapports humains.

Paul Valéry avait distinctement aperçu ces deux aspects ; on nous permettra de le citer :

« La machine gouverne. La vie humaine est rigoureusement enchaînée par elle, assujettie aux volontés terriblement exactes des mécanismes. Ces créatures des hommes sont exigeantes. Elles réagissent à présent sur leurs créateurs et les façonnent d'après elles. Il leur faut des humains bien dressés ; elles en effacent peu à peu les difficultés et les rendent propres à leur fonctionnement régulier, à l'uniformité de leurs régimes. Elles se font donc une humanité à leur usage, presque à leur image...

« Les plus redoutables des machines ne sont point peut-être celles qui tournent, qui roulent, qui transportent ou qui transforment la matière ou l'énergie. Il est d'autres engins, non de cuivre ou d'acier bâtis, mais d'individus étroitement spécialisés : organisations, machines administratives, construites à l'imitation d'un esprit en ce qu'il a d'impersonnel...

« Ces machines ne laissent point de mortel qu'elles ne l'absorbent dans leur structure et n'en fassent un sujet de leurs opérations, un élément quelconque de leurs cycles. La vie, la mort, les plaisirs, les travaux des hommes, sont des détails, des moyens, des incidents de l'activité de ces êtres. »

Ce disant, nous ne cherchons pas à prendre le ton apocalyptique. Il est ridicule de penser que « nous aurions dû, pouilleux et sereins, nous en tenir à la compagnie des bêtes, croupir à leurs côtés pendant des millénaires encore, respirer l'odeur des étables plutôt que celles des laboratoires » (Cioran). Il faut seulement voir les choses telles qu'elles sont et ne pas fuir ce que Emmanuel Mounier appelait « la petite peur du XX^e siècle » en succombant à une « folle confiance ». Ce nouveau monde nous est donné pour être construit et civilisé. Non pour être contemplé béatement et bêtement.

Quand l'homme devient savant

Le troisième processus de mutation atteint la conscience humaine. Il est malaisément cernable car d'une part ses aspects sont nombreux, d'autre part les constellations de la conscience sont mouvantes. Il n'est pas facile de diagnostiquer ce qui est mouvement circonstanciel et transformation profonde. C'est pourquoi nous ne retiendrons que le phénomène le plus objectif : le développement de l'intelligence, du savoir. Celui-ci intervient selon deux axes :

— le savoir se diffuse. Sans conteste, l'extension de ce qu'au XVIII^e siècle on appelait les « lumières » est un fait important. Les progrès de l'alphabétisation constituent un changement notable. Actuellement, la diffusion du savoir est d'ailleurs accélérée par la circonstance qu'elle n'est plus une exigence humanitaire et morale mais une exigence économi-

que. La société moderne a besoin d'hommes instruits. Le savoir n'est plus facultatif, il est nécessaire à la survie des individus comme de l'espèce dans le nouveau monde ;

— le savoir s'approfondit et s'élargit. Il n'est guère besoin d'insister sur ce point. Les conquêtes fantastiques de la connaissance nous impressionnent et nous enthousiasment chaque jour. L'important est d'observer que cette avancée s'accompagne ou provoque deux phénomènes principaux qu'il convient de signaler parce qu'ils sont susceptibles d'intervenir dans le fonctionnement de la société.

Le premier tient en une révolution dans l'exercice de l'intelligence ; une révolution des méthodes. Le trait le plus caractéristique en est la distinction entre la pensée et la perception, voire entre la vérité et une certaine logique spontanée. Nul mieux que Gaston Bachelard n'a mis en lumière ce point : « Il semble bien qu'avec le XX^e siècle, écrit-il, commence une pensée scientifique contre les sensations et qu'on doive construire une théorie de l'objectif contre l'objet. Jadis la réflexion résistait au premier réflexe. La pensée scientifique moderne réclame qu'on résiste à la première réflexion. C'est donc l'usage du cerveau qui est mis en question... Autant dire que le cerveau est l'obstacle à la pensée scientifique... Il faut penser contre le cerveau. »

Cet affinement, cette montée vers l'abstraction s'assortit d'un éclatement de l'unité du savoir. Il n'existe plus de science ; il n'existe que des sciences. La connaissance n'avance qu'en divergent. Si bien qu'il n'existe plus de langage, mais des langages. Le savoir cesse d'être universel pour devenir parcellaire et spécialisé. A la limite que sert aux hommes de savoir lire puisque le langage est cloisonné en langues hermétiques ?

Le second réside dans la persistance d'une crise spirituelle. Sans doute, celle-ci est souvent marquée par des artifices intellectuels ou par la mythologie que les journaux ont pour fonction de répandre ; sans conteste, celle-ci n'est pas clairement perçue quand l'économie est en expansion et que la majorité est, en permanence, préoccupée par l'organisation de ses vacances ; il n'empêche que l'interrogation lancée par André Malraux dans un de ses tout premiers ouvrages demeure posée : « Quelle notion de l'homme saura tirer de son angoisse la civilisation de la solitude ? ». Si l'on cherche à mettre à nu les sources de cette angoisse, on en distingue deux :

— la grandiose aspiration de l'âme moderne à devenir créatrice. Le génie de l'Europe a, toujours, été — Alain l'avait observé — dans ce désir de « sauter par-dessus son ombre ». Cet élan n'a fait que s'exaspérer en ce siècle. L'homme y a cherché à saisir le monde « à sa source même, au moment initial où le cosmos naît du chaos », il a voulu « ressaisir l'instant de la genèse, l'instant où le créé coïncide avec la création », « Communiquer substantiellement avec ce qu'il y a de plus substantiel dans les choses ». Pour dérober le feu créateur, Prométhée a tout tenté : de renouveler l'expérience poétique, l'expérience artistique, la politique aussi.

En ce qui concerne cette dernière, énième par les appels inouï de Jean-Jacques Rousseau ; relisons-le : « Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et

les biens de chaque associé et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant » — et par l'invitation extrême de Karl Marx ; prenons-en la mesure : « Le communisme est en tant que naturalisme humanisme, en tant qu'humanisme achevé, naturalisme, il est la véritable solution du conflit entre l'homme (aux prises) avec la nature et (l'homme aux prises) avec l'homme, la véritable solution de la querelle entre l'existence et l'essence, entre l'objectivation et l'affirmation de soi, entre la liberté et la nécessité, entre l'individu et l'espèce. Il résout l'énigme de l'histoire et sait qui la résout. »

Les peuples et les masses ont voulu tout recréer. Pierre Emmanuel a résumé cette ambition. « Nés à l'histoire au milieu des ruines, nous voulions jeter bas les derniers restes pour commencer et non remettre à neuf. » Pour commencer...

— la conscience de l'échec. Aujourd'hui cet élan demeure vif. Il hésite cependant. L'écroulement des idéologies, la crise du marxisme, en particulier, montrent que la création est difficile ; la réalité résiste. Un certain flottement apparaît. La conscience européenne hésite entre un relativisme généralisé — « La conscience moderne doit tenter cette double saisie : saisir la relativité du nihilisme par rapport à ce qu'il nie et la relativité de tout ce qui est par rapport au nihilisme. Alors nous entrons dans le royaume de la relativité généralisée ; elle ne peut résoudre par quelque tour de passe-passe « dialectique » la contradiction qui tisse notre vie mentale ; elle doit donc l'affronter » écrit Edgar Morin — et au-delà de la désacralisation intégrale, cette réinvention de la religion dont, déjà, Saint-Simon et Auguste Comte rêvaient.

En tous cas, partout, et spécialement chez les hommes d'action, sourd le désir de découvrir des finalités. Partout, l'on s'interroge : l'Economie, pour quoi faire ? L'Europe, pour quoi faire ?, etc... L'angoisse contemporaine est le fruit de la lucidité.

Quand l'homme quitte la terre

Nous ne ferons guère que citer pour mémoire le quatrième processus que nous avons signalé. Nous ne sommes que dans la préhistoire de l'ère intersidérale. Il est trop tôt pour déterminer quelles seront les conséquences sur l'économie, la politique et la religion des voyages inter-planétaires. Du moins, faut-il, d'ores et déjà, nous habituer à intégrer le cosmos dans nos perspectives. La création d'un nouveau monde n'est, peut-être, que le prélude à l'aménagement des mondes. Déjà, nous savons que très bientôt la terre ne sera plus une île. Qui peut en douter ? L'événement est considérable.

Comment ne pas rêver quand, tout à coup, dans une revue qui n'est pas d'avant-garde, on se surprend en train de lire :

« La Commission de l'Energie Atomique (des U.S.A.) a demandé à la General Electric d'établir les plans d'une centrale nucléaire qui sera installée sur la lune et devra produire 50 watts. La General Electric en a entrepris les réalisations ». (Usine Nouvelle 1.9.66).

Véritablement, le futur est déjà commencé.

L'homme changeant et immuable.

II. - LA POLITIQUE EST TOUJOURS RECOMMENCÉE

Ainsi plusieurs dérivés gigantesques remodelent la face de la société. Pour en saisir l'ampleur, il faut les imaginer comme les analogues dans l'ordre social du flux et du reflux des glaciers qui dans les hauts temps de la genèse du globe bouleversèrent les conditions de la vie et la distribution des espèces. Sur ce point, Teilhard de Chardin a raison : « Nous croyons traverser un orage ; nous changeons de climat. » S'ensuit-il que la politique va être à réinventer ? Ce remue--ménage métamorphose-t-il la politique ?

Quand le présent continue le passé

La première réponse qui vient à l'esprit est sans surprise. Chacun admettra qu'il n'y paraît pas. En ce siècle où la politique a déchainé sur la terre les tueries les plus féroces et parfois les plus raffinées de l'histoire, il est difficile d'avoir une foi inconditionnelle dans le progrès.

Au lendemain des événements de Budapest, Paul Ricoeur écrivait ces lignes capitales :

« Ce qui a surpris dans ces événements, c'est qu'ils

révèlent la stabilité à travers les révolutions économico-sociales, de la problématique du pouvoir. La surprise, c'est que le Pouvoir n'ait pour ainsi dire pas d'histoire, que l'histoire du pouvoir se répète, piétine ; la surprise c'est qu'il n'y ait pas de surprise politique véritable. Les techniques changent, les relations des hommes à l'occasion des choses évoluent, le pouvoir déroule le même paradoxe, celui d'un double progrès, dans la rationalité et dans les possibilités de perversion. »

Pour entendre le politicologue, après avoir eu le philosophe, citons ces lignes extraites d'une des premières pages du tome de « l'Encyclopédie française » consacré à l'Etat :

« L'Etat que nous connaissons est certes bien différent de celui que les hommes de l'Antiquité ont connu, bien différent de celui même de cinquante ans à peine dont nos contemporains conservent encore le souvenir. Et ceux d'entre nous qui accèdent aujourd'hui à la vie politique connaîtront certainement, dans un avenir, sans doute proche, un Etat qui sur bien des points différera tout autant sinon plus de l'Etat décrit dans ce volume.

« Et pourtant derrière la mobilité et l'incertitude qui commandent la vie des Etats, on a conscience d'une permanence... Nos connaissances s'accroissent

et le champ de nos observations s'élargit... mais les données du problème et ses perspectives de solution ne sont guère modifiées depuis que Platon et Aristote, Montesquieu et Rousseau, parmi tant d'autres, s'interrogeaient comme nous sur les moyens d'assurer la coexistence de l'homme et du Pouvoir dans la Liberté ».

Ces constats sont impressionnants. Ils méritent réflexion. Toutefois, il faut avouer qu'ils nous choquent ; ils dérangent nos comforts intellectuels. Nous sommes habitués à penser l'histoire à travers ces bonnes vieilles philosophies du « progrès automobile », du « progrès linéaire » (Péguy) qui imaginent le déroulement séculaire comme une succession continue ou discontinue — peu importe — d'améliorations. C'est une grille de lecture rassurante. Et l'important est, souvent, de se rassurer, car ils sont rares ceux qui acceptent d'entreprendre sans espérer.

Le futur peut-il tout changer ?

Aussi, certains seront-ils enclins de répliquer aux observations précédentes en soutenant qu'il ne faut point être trop pressé, que l'humanité vient d'entrer dans la préhistoire du nouveau monde et que l'on verra par la suite, très bientôt. La prospective est, parfois, féconde et sérieuse. Quelquefois, elle arrange tout. L'avenir est à la pensée politique ce que le « happy end » est au roman feuilleton. Il y a un bon et un vrai usage de la prospective. Quoiqu'il en soit, on n'a pas le droit de négliger l'objection. Il faut pousser plus avant l'interrogation et se demander : l'évolution peut-elle métamorphoser la politique ? Peut-elle la transformer intrinsèquement ? C'est une question immense. C'est une question qui doit être posée au seuil de toute réflexion politique. On ne saurait trop insister auprès du lecteur pour qu'il l'examine sous tous ses aspects. Pour notre part, sans prétendre apporter de réponse définitive — et pour qui nous prend-on ? — nous proposerons deux remarques.

La politique sans rivage

D'abord, nous ferons une constatation qui nous paraît indubitable : dans le cadre du nouveau monde, produit et fabriqué par l'homme et, placé, donc, sous sa dépendance, le domaine d'intervention de la politique se trouve considérablement élargi. La politique conquiert de nouvelles frontières ou, mieux, se déploie à de nouveaux niveaux. A la politique des Etats succède ce que Edgar Morin nomme « la politique-de-l'homme-dans-la-société », « l'anthropolitique » dont l'objet est « l'homme en devenir dans le monde » et cette politique ne peut être que « multidimensionnelle » car « en se faisant mondiale, la politique ne s'est pas seulement élargie aux horizons planétaires : elle s'est fait envahir par les problèmes premiers, fondamentaux, de la vie et de la mort de l'espèce humaine : l'irruption du Tiers-Monde sur la scène a fait surgir la faim, la nourriture, la santé, la natalité comme problèmes-clés de la politique mondiale. A l'autre pôle de la politique mondiale, celui du déve-

loppement technique, l'arme thermo-nucléaire pose le problème de vie ou de mort de l'espèce, en même temps que son alternative de vie ou de mort pose de problème de l'humanité » (E. Morin).

Ainsi, à un rythme accéléré la tâche principale de la politique devient la culture de l'homme en entendant le mot du point de vue du jardinier. Il existe déjà une politique sociale qui assiste l'homme, l'éduque et aménage son travail. Peu à peu, la politique économique s'élargit en politique écologique dont la visée est moins de produire que d'aménager la totalité de l'environnement humain. Bientôt apparaîtra une politique biologique dont le but sera le meilleur épanouissement des corps et de l'intelligence. Les querelles sur le contrôle des naissances, n'en sont que la première manifestation. Plus tard, cette politique se sentira obligée d'améliorer la race humaine. Il est inutile d'insister sur la gravité des questions qui seront alors posées.

Parce que « les nécessités infra-politiques du survie entrent dans la politique » (E. Morin), il est vain d'espérer, comme d'aucuns l'imaginent, que la politique pourra relâcher des liens qu'elle a contractés avec la philosophie au cours d'un siècle et demi d'idéologisation, sans doute outrancière. Au fur et à mesure que la politique devient « culture », la finalité de la vie humaine devient question politique. Le problème de la vie bonne, pour écrire à la manière de M. Raymond Aron, n'est plus un problème de moraliste ou de philosophe ; il fera bientôt, irruption sur le forum. Le « super-politique » entre « par de multiples canaux dans la politique ».

La politique sans progrès

Ensuite, nous préconiserons que l'on délivre la pensée politique de la tyrannie de l'idée de progrès. Il faut avoir l'audace sinon de mettre le progrès en question du moins d'en délimiter clairement le domaine.

Nous l'avons observé, précédemment, ce n'est pas là chose aisée. Non seulement le progrès est une idée qui fut orchestrée par de grands ancêtres et de grands contemporains. Turgot, Marx, Teilhard de Chardin, etc... mais surtout le progrès est plus qu'une idée en Occident ; c'est une attitude devant l'existence. C'est la structure fondamentale de la conception du temps. Cette profondeur d'enracinement explique le prestige inouï de tout ce qui est « moderne », « dans le vent » ; depuis le « confort moderne » et l'« hôtel moderne » jusqu'à la « République moderne ». Elle rend compte également, que toute discussion sur le progrès est menacée de dégénérer en polémique, en une sorte de guerre de religion.

Pourtant à la croisée des chemins de l'histoire, il faut être sérieux. Le progrès même des connaissances — en particulier des connaissances historiques et ethnologiques — depuis un siècle oblige à repenser le problème du progrès. Si on intègre à son regard, les dimensions nouvelles que les hommes ont si considérablement approfondies, récemment, on ne peut plus raisonner comme si nous étions d'une nature différente des hommes de naguère. Nous savons bien qu'il

n'en est rien puisque, plus nous les découvrons, plus nous les sentons être nos semblables.

Certes, cette similitude est particulièrement ressentie, par temps de crise. Chacun connaît le cri de Paul Valéry face à la guerre de 1914 ; il est utile de le relire car il marque le début d'une modification fondamentale de l'esprit européen :

« Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles.

« Nous avons entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins ; descendus au fond inexplorable des siècles avec leurs sciences pures et appliquées, avec leurs grammaires, leurs dictionnaires, leurs classiques, leurs romantiques et leurs symbolistes, leurs critiques et les critiques de leurs critiques. Nous savions bien que toute la terre apparente est faite de cendres, et que la cendre signifie quelque chose. Nous apercevions à travers l'épaisseur de l'histoire, les fantômes d'immenses navires qui furent chargés de richesse et d'esprit. Nous ne pouvions pas les compter. Mais ces naufrages, après tout, n'étaient pas notre affaire... »

Il est important pour la réflexion politique de sentir, autrement qu'en temps de crise, que le progrès n'atteint pas tous les niveaux humains.

Déjà Péguy avait remarqué que :

« Rien n'est aussi faux que de se représenter la succession des métaphysiques et des philosophies dans l'histoire du monde comme une succession linéaire, comme une chaîne ininterrompue, continue ou discontinue, toujours linéaire, dont chaque maille annulerait la maille immédiatement précédente. »

De nos jours, André Malraux a rappelé que « les statues des cathédrales « n'aboutissent » pas à la Nuit de Michel Ange ; celle-ci ne marque aucun progrès sur eux, ni sur **Renfer** ».

De son côté, Claude Lévy-Strauss nous a révélé que « la pensée sauvage » n'était pas « la pensée des sauvages ».

On est, ainsi, conduit à admettre que les réalités humaines se déploient à plusieurs niveaux et « on ne peut sortir de l'ornière le problème du progrès (qu') en posant la question préalable » : de quoi peut-il y avoir progrès ? qu'est-ce qui est capable de progrès ?

Pour répondre à ces questions, il est fécond d'accepter la distinction que propose Paul Ricœur entre :

— le niveau des **outillages** qui comprend non seulement les outils, les machines, la technique mais aussi le savoir, la science, c'est-à-dire « l'ensemble des moyens et des méditations qui permet à une collectivité humaine de créer de nouveaux biens » ;

— le niveau des **institutions** qui englobe du système juridique, « le politique, c'est-à-dire, l'exercice de la décision et de la force au niveau de la communauté » ;

— le niveau des **valeurs** étant entendu que ce terme ne désigne pas seulement des « essences solennelles » mais aussi « les valorisations concrètes, telles qu'elles peuvent être appréhendées dans les attitudes des hommes à l'égard des autres hommes, dans le travail, à l'occasion du pouvoir, à l'occasion de la propriété », etc. Ce niveau comprend, donc, les mœurs et surtout, « un ensemble d'images et de symboles par lesquels un groupe humain exprime son adapta-

tion à la réalité, aux autres groupes et à l'histoire ».

Si l'on accepte d'ainsi considérer que l'homme n'est pas un phénomène linéaire et plat, mais un microcosme à multiples dimensions — Pascal, lui, aussi, n'avait-il pas distingué trois ordres ? —, il apparaît que c'est au premier niveau, « à ce temps des œuvres qu'il peut y avoir progrès » et il est vrai que cette analyse « fait la part immense au progrès et en montre en même temps les limites : part immense puisque le monde instrumental est bien plus vaste que ce que nous appelons ordinairement le monde technique et couvre ainsi nos savoirs et nos œuvres de culture et de spiritualité, limites puisque le progrès ne concerne qu'un esprit anonyme, abstrait de la vie humaine, le dynamisme des œuvres de l'homme, arrachées au drame concret des individus souffrant et voulant et des civilisations qui croissent et dépérissent. »

Le temps de l'histoire concrète — qui se déploie au niveau des institutions et en partie au niveau des valeurs — ne peut être pensé à travers la notion de progrès. Celle-ci est, à ces plans, relayée par celle d'ambiguïté car « l'expérience politique n'est jamais une expérience acquise ; progression et régression sont possibles ; les mêmes prétentions, les mêmes illusions, les mêmes fautes peuvent se répéter à des moments différents de l'histoire. Bien plus, une expérience historique comporte la possibilité du déclin ou de la décadence ; il y a toute une sociologie de la décadence qui est aussi essentielle que celle de l'ascension et de la progression... L'histoire, comme histoire du pouvoir, est incertaine ; elle est l'ensemble des chances de tout gagner et de tout perdre ; à vrai dire, les notions même de danger et de salut ne commentent à prendre sens qu'à ce niveau ». (Paul Ricœur).

Ainsi, contrairement à ce qu'a suggéré Paul Valéry en plusieurs passages qui ont été beaucoup cités depuis quelques années, l'écart qui se creuse entre l'univers technique et scientifique d'une part, l'univers politique d'autre part, n'est pas un écart accidentel dû à la paresse des hommes et à la force des mauvaises habitudes. La cause en est plus profonde. Elle réside dans « ce qu'il y a d'irréductible dans le phénomène politique par rapport au plan technique et économique, et à ce qu'a aussi d'irréductible le phénomène spirituel par rapport au phénomène politique ». (Paul Ricœur).

La politique a une nature spécifique ; changeante dans ses apparences et les dimensions de son champ, elle est immuable dans son essence. La grande mutation de ce temps ne l'atteint pas. La politique est toujours recommencée. Mais elle recommence toujours plus gravement car les risques qu'elle doit prendre et affronter ne cessent de devenir gigantesques. En cela seul réside le progrès humain, comme l'a suggéré Denis de Rougemont, en un formidable accroissement des risques. Aujourd'hui, le risque de la politique se confond avec celui de l'homme, individu et espèce.

Face à cette fascinante énigme de l'immuabilité de la politique nous permettra-t-on une confiance ? En vérité, nous comprenons mal ceux que cette vision de la politique toujours recommencée et toujours à recommencer rebute et décourage. Les défis ne sont pas moins toniques que les espérances, ce nous semble.

René PUCHEU.

LE LIVRE DE POCHE ET LA CULTURE

par
CECILE DELANGHE

Pour être cultivé, n'est-il plus nécessaire d'être riche ? Un petit volume à la couverture brillante et colorée, dont quelques-uns, d'ailleurs, contestent la nouveauté et l'efficacité, a peut-être amorcé une révolution du livre, et, par ce biais, une révolution de la culture de masse. Ce petit volume, c'est le **Livre de Poche**.

Lancée voici une trentaine d'années en Grande-Bretagne avec les fameux « Penguin Books », l'idée est aussitôt reprise par les Américains ; elle s'apprête à sauter en Europe, quand éclate la guerre. Il faudra attendre 1945 pour qu'apparaisse le « Livre Plastic », premier du genre ; puis le « Livre de demain » et la collection « Pourpre » qui sont alors à la limite de la formule. Le « Livre plastic » ne publiera qu'un seul titre. Mais en 1953, c'est la naissance du « Livre de Poche » et à sa suite, les collections populaires se précipitent. En 1966, on compte en France une cinquantaine de collections au format de poche dont la nomenclature, dans le « Catalogue des livres au format de poche » (Cercle de la Librairie) occupe 340 pages. Bref, c'est un véritable raz-de-marée. Il y a bon temps, d'ailleurs, que ces collections ne se contentent plus des locaux des librairies. Elles fleurissent aussi dans les kiosques, dans les gares, dans les super-marchés, et jusque dans les épiceries de village, où leur voisinage avec les boîtes de conserve ne choque plus. L'exemple le plus frappant de ce succès

nous est fourni par la collection « Le Livre de Poche » :

— 1960 :	10 millions d'exemplaires		
— 1961 :	14	>	>
— 1962 :	18	>	>
— 1963 :	23	>	>
— 1964 :	27	>	>

L'ensemble des collections dites de poche a écoulé 40 millions de volumes en 1964. A l'échelon de la librairie, le débit est non moins impressionnant ; partout, la vente du « Poche » a quantitativement pris le pas sur celle du livre traditionnel.

POURQUOI LE SUCCES DU LIVRE DE POCHE

Pourquoi, ce succès ? L'invention du livre de poche n'est autre que l'application au livre des méthodes et des principes de l'industrie. Le livre devient un objet fabriqué en série ; il est à la fois attirant, bon et bon marché. Ainsi donc, le « big business » a envahi l'édition qui réclame maintenant des capitaux énormes. Seulement devant chaque invention technique on est toujours tenté de mesurer les résultats qui en sont tirés ; alors, on « tâte » de la statistique ; et la statistique révèle des faits troublants : 80 % des personnes qui ont acheté leur premier livre de poche dans un grand magasin, n'avaient jamais, paraît-il, acheté jusqu'alors un livre de leur vie. Une couverture brillante, aguichante même, un éventail sans pa-

reil d'auteurs et de sujets, un prix modique, ne suffit pourtant pas à expliquer cet engouement. Signifierait-il que « le poche » a donné aux Français le goût de la lecture ?

Autour de la question, s'est développée et continue de se développer une vaste querelle. Le livre de poche est-il, oui ou non, l'instrument d'une culture populaire ? Salué par les uns comme la vulgarisation tant souhaitée, et par Daniel Rops, en particulier, comme un « instrument parmi tant d'autres de cette généralisation de la culture qui apparaît comme l'espoir et la chance de l'humanité », « le poche » trahit, pour les autres, la vraie culture. Certains idéalistes, les « happy few » auxquels ont été transmis l'héritage sacré de la littérature, s'indignent que l'on puisse peser les œuvres de l'intelligence dans la même balance que les produits de consommation. Ces œuvres sont désormais personnifiées par une couverture ou par un numéro sur une liste ; et c'est la couverture qui séduit, c'est le numéro que l'on recherche ; c'est enfin l'ouvrage que l'on emporte sans la moindre curiosité intellectuelle. Certains détracteurs de la culture de poche reprochent également aux « petits formats » leur mise en page et leur impression négligées.

C'est un fait, et le témoignage des libraires est à cet égard unanime ; partout le livre de poche se vend d'autant plus qu'il est mieux exposé. On a beaucoup débattu aussi de la fameuse affaire du tourniquet. La vente baisse de 20 % quand on passe du tourniquet au panneau coulissant, et de 20 % encore, quand on se borne à exposer les livres de poche de dos sur un rayonnage ordinaire. Le tourniquet, disent les psychologues de l'édition, répond au besoin que le public éprouve à faire « joujou » ; en réalité ce sont toujours les volumes placés en haut qui se vendent. On a pu dégager une leçon de cette affaire : le client prend le livre qui est à portée de main, parce qu'il a la paresse de se baisser ; de même qu'il prend, au rayon des bretelles, celles qui sont sur le devant du comptoir, parce qu'il a la paresse d'allonger le bras.

Interprétation discutable, comme le sont d'ailleurs les arguments précédents. C'est un fait que « les poches » sont aujourd'hui considérés comme des objets ordinaires de consommation. Mais tout ce qui est destiné à être vendu est, ipso facto, un objet de consommation, cela est valable pour tout livre, quel qu'il soit, livre de poche et livre de bibliothèque.

C'est un fait que « les poches » moins coûteux se caractérisent par une présentation moins élégante, moins noble que celle des autres livres. Mais tirer argument de la présentation, c'est tout simplement confondre l'objet, qui est le livre de poche et qui déplaît, avec le texte ; méprise grave, sinon naïve. Par quel processus mystérieux, la multiplication purement quantitative du texte pourrait-elle altérer la qualité même du texte reproduit ? Et puis, il ne faut pas oublier que pour l'acheteur modeste, le bas prix du livre de poche représente une dépense proportionnellement équivalente à celle que représente le livre classique pour le lecteur chevronné et aisé.

De toute façon on ne consomme pas un livre, comme on consomme une botte de radis. Conçu initiale-

ment pour être jeté, le livre de poche s'est maintenant transformé ; les couvertures se dépouillent de leur aspect publicitaire ; certaines rejoignent la sobriété du livre classique. Et, si l'on en croit les statistiques, l'acheteur du « poche » se comporte exactement comme un lecteur ordinaire. Il range ses « poches » dans la bibliothèque, les prête à ses amis, ce qui compte pour lui, c'est le nom de l'auteur, le titre de l'ouvrage, plutôt que la collection. Reste bien sûr, une éventualité : les lecteurs interrogés peuvent fort bien n'avoir pas osé avouer ou ne savent pas eux-mêmes le rôle que joue la présentation matérielle du livre dans leurs achats. Les libraires affirment que ce facteur est aussi important pour lancer une collection que le choix des textes et des œuvres.

LE LIVRE DE POCHE ET LA CULTURE DE MASSE

Toutefois, la véritable querelle qui s'est développée autour du livre de poche se situe, au-delà de ces constatations, sur un terrain plus philosophique, car c'est la notion de culture des masses qui est en question. L'une des études les plus pertinentes qui ait été publiée, est celle d'Hubert Demisch, publiée dans « Le Mercure de France », sous le titre « la culture de Poche ».

Selon Hubert Demisch, le livre de poche apporte une illusion seulement de culture, dans la mesure où il met à la disposition de tous, littérature, histoire, philosophie, poésie et théâtre, sans qu'il existe une initiation préalable suffisante. Une illusion qui entre autres avantages d'ailleurs, permet d'emmagasiner les notions tout à fait saugrenues, grâce auxquelles on fait fortune aux petits jeux de la télévision. Or, la culture, elle, ne s'achète pas, elle ne s'emmagasine pas, pour la simple raison qu'il n'y a pas de culture toute faite. Elle s'acquiert, elle répond à un besoin réel et sans cesse renouvelé. Qu'on ne parle donc pas de tournant de la culture, parce que les éditeurs vendent des livres à bon marché. Le problème n'est pas de vendre des livres, mais de savoir s'ils sont lus et comment ils sont lus.

Mais peut-être faudrait-il, au préalable, se mettre d'accord sur le sens... Une certitude, en tout cas : nous consommons tous une appréciable et toujours croissante quantité de biens culturels, que ce soit par l'intermédiaire du livre de poche, du disque, du cinéma ou de la télévision. La culture au sens large du terme, est donc une réalité tangible qui tient dans la vie du pays de plus en plus de place. D'autre part, la culture n'est pas seulement un héritage, c'est aussi une invention perpétuelle qui vient enrichir sans cesse cet héritage. Et l'on peut se demander s'il ne faut pas désormais définir la culture à partir de ces techniques nouvelles, plutôt qu'à partir des moyens traditionnels de transmission, moyens qui, a priori, barrent tout commerce avec la culture aux millions de lecteurs nouveaux touchés par le livre de poche. De fait, il semble, bien que le livre de poche s'inscrive dans un contexte précis : son apparition est liée au moment où l'instruction s'est suffisamment étendue pour qu'un public plus vaste connaisse le nom de certains auteurs, le titre de certains ouvrages, et mise quelques francs sur ce nom et sur ce titre.

Le choix même des textes devrait suffire à convaincre les détracteurs du livre de poche que celui-ci répond à un besoin irréversible de notre époque. Le goût des lecteurs a forcé les éditeurs à passer, sur une période d'environ dix ans, de la publication de Henri Troyat, Pierre Benoit, Maurice Druon, à celle de Camus et de Sartre, puis de James Joyce, de Faulkner, de Michel Butor ou de Robbe-Grillet. Quelques résultats particuliers méritent d'être signalés : « Le Livre de Poche » publie « La négresse blonde » de Georges Fourest (inconnu du grand public) et s'attend à une mise en route modeste ; c'est le contraire qui se produit ; le premier tirage est épuisé en un mois. « L'histoire de l'Art » d'Elle Faure, en cinq volumes, débute à 40.000 exemplaires ; il plafonne ensuite à 400.000 exemplaires. « Tout Ubu » a dépassé les 100.000 exemplaires. Les poèmes d'Eluard ont épuisé leur premier tirage en quelques semaines. La publication de l'œuvre de Marcel Proust (8 volumes au lieu de 15) et même celle de Boris Vian ont éveillé des goûts et des attentes qu'on décevrait à présent, en ne dépassant pas ces premières audaces. Bref, le livre de poche a, entre autres choses, montré qu'il pouvait élargir sérieusement la diffusion des œuvres difficiles.

Bien sûr, il ne suffit pas de vendre 100.000 exemplaires d'un livre, pour être sûr que 100.000 acheteurs l'aient compris ou même lu. D'après une enquête des « Lettres Françaises », une certaine proportion, difficilement cernable par les chiffres (environ 30 %), d'acheteurs de livres de poche ne les lisent pas réellement. Mais cette carence, ces snobismes ne sont pas propres au petit format. Combien de prix littéraires qui huit fois sur dix, dans leur très respectable édition de bibliothèque, ne valent rien, vont rejoindre les rayons d'une bibliothèque, sans même avoir été ouverts ? Et pour quelle raison l'acheteur ou le bénéficiaire d'un livre coûteux entretiendrait-il un rapport plus authentique avec la culture ?

QUI LIT LES LIVRES DE POCHE

Que « le poche » ait réellement pénétré les masses et mordu une couche de nouveaux lecteurs, c'est une autre histoire, et c'est d'ailleurs la question numéro 1. Les sociologues estiment qu'en France le public lisant (c'est-à-dire le public composé de non-analphabètes au-dessus de quinze ans) se chiffre à 5 millions. Mais sur ces 5 millions, 1 million seulement fréquente les librairies et participe au « jeu » littéraire. Un million, c'est-à-dire un public proportionnellement à peine plus étendu qu'au siècle de Racine, de Voltaire ou de Victor Hugo. En 1964, on a, par exemple, vendu trois « poches » par habitant aux États-Unis ; 1,6 en Grande-Bretagne ; 1,4 en Hollande ; 1,2 en Allemagne ; et seulement 0,9 en France !

Voici d'ailleurs un tableau dressé par le « Livre de Poche » : 34 % des acheteurs sont des universitaires ; 29 % des employés ; 28 % des ouvriers ; et 9 % des cadres ou professions libérales. Mais ces pourcentages apparents ne correspondent pas aux pourcentages réels, car si l'on considère qu'il y a en France 10 ou-

vriers pour un universitaire, on est bien obligé d'admettre le rapport suivant : 120 lecteurs universitaires pour un lecteur ouvrier !

Le livre de poche ne touche donc qu'une frange très réduite de ceux qui jusqu'à présent n'avaient ni le goût ni l'habitude de la lecture ; il touche surtout ceux qui pouvaient déjà lire, mais qui pour des raisons diverses (en partie financières) ne lisaient pas ou lisaient peu. A l'appui de cette thèse : son succès auprès des jeunes (environ 70 % des lecteurs). Tandis que les anciennes générations manifestent souvent leur mépris à l'égard du « poche » en s'en débarrassant après l'avoir lu, chez les jeunes et en particulier chez les lycéens, la passion pour le petit format peut aller aux dires des libraires, jusqu'au fétichisme. Ainsi donc, si le « poche » ne favorise l'autodidactisme que dans un groupe social assez limité, il a au moins le mérite de mettre à la portée de tous ceux qui n'ont pas un budget suffisant, les livres qu'ils désirent. Pour cette seule raison, le « poche » est un bienfait. On ne peut pas être contre lui, pas plus qu'on ne peut être contre les disques.

Peut-on s'attendre à un élargissement du cercle de ses lecteurs ? Si l'on se réfère aux chiffres cités plus haut, le « poche » est capable, aux dires de spécialistes, d'élargir le public réel jusqu'au public capable de lire, c'est-à-dire de faire passer le nombre des lecteurs d'un million à cinq millions. C'est le seul changement prévisible actuellement. Mais c'est déjà très important.

Car il est bien évident que le « poche » ne peut nullement susciter, à lui seul, une culture de masse, cette culture n'est possible qu'à une condition préalable : la démocratisation de l'enseignement, problème qui relève directement de la responsabilité du groupe social auquel appartiennent les lecteurs en puissance. Par ailleurs, les œuvres que l'on met actuellement à la portée de tous, à travers le livre de poche, ont été écrites pour un groupe social restreint ; elles n'ont pas été suscitées par les groupes sociaux plus larges que l'on voudrait atteindre et qui n'ont pas les moyens de faire connaître leur opinion sur elles. Peut-être la culture de masse existera-t-elle le jour où l'ouvrier, l'employé, le paysan pourront faire connaître leur réaction sur tel ou tel ouvrage.

En attendant, le livre de poche a fait aujourd'hui la moitié du chemin, il a ouvert la voie, puisqu'à partir de lui, tout change : le prix, la présentation, la distribution. On le trouve partout, il se substitue de plus en plus au magazine qui, après cent ans de règne, voit son prestige diminuer. Il rend donc au livre sa dignité et son influence. Reste à parcourir l'autre moitié du chemin, mais elle manque de points indicateurs. A cet égard, le fait que des journaux syndicaux ou des hebdomadaires à très gros tirages consacrent des rubriques aux publications de poche, est très important. Après tout, la culture de masse ne consiste-t-elle pas moins à donner à tous et à toutes les moyens de réfléchir qu'à ne pas les en priver ?

Cécile DELANGHE.

LA DÉCENTRALISATION MUSICALE

par Nicole HIRSCH

Le premier qui jeta une scène en travers d'une cour historique, qui transforma un musée en théâtre ou séduisit une châtelaine pour qu'elle donne un concert sur le grand escalier de sa demeure, fit sans le savoir une chose bien utile et qui porte un nom très laid : de la décentralisation.

« Décentralisation » semble devenu aujourd'hui le mot-clef de la vie musicale si bien qu'une grande confusion règne dès que l'on aborde le problème. Il existe même une décentralisation dans la décentralisation, sans parler des maisons de la culture, pionniers de la décentralisation. Et pourtant, ce dont on parle tant n'existe guère ; le mot ne réussit pas à cacher la triste situation où s'enlise la musique en France. Comment en est-on arrivé là ?

A l'époque où la province vivait d'une existence sans complexe face à Paris la grande ville, même des cités d'importance secondaire possédaient leur opéra, leur orchestre, leur société de musique de chambre. Ces activités ronronnaient peut-être dans une quiétude où la province s'enlissait. Mais la décentralisation existait. Et personne n'en parlait. Existait aussi une vie

de musicien amateur dont on a souvent tort de sourire : la radio, le disque ont tué petit à petit le quatuor du dimanche, l'orchestre composé d'amis, le trio familial.

Dès avant la guerre apparurent des temps difficiles pour la musique : l'intérêt du public commença à se disperser ; d'autres distractions où la musique jouait un rôle sans cesse réduit le sollicitaient : le cinéma, le sport. Vinrent ensuite l'ère de la télévision et du microsillon, nouveaux obstacles à la vie musicale traditionnelle. Mais en même temps, et un peu grâce à l'essor du disque, de nombreux responsables, dans les milieux officiels, et aussi des mélomanes avertis prirent conscience d'une impérieuse nécessité : il fallait une renaissance de la vie musicale car l'enregistrement le meilleur, le plus exaltant ne remplacerait jamais une belle exécution vivante.

Cela se passait dans les années 50. Déjà les directeurs de théâtres, les chefs d'orchestre, en province, se heurtent à des difficultés croissantes qui sembleront vite insurmontables ; le coût de la musique monte ; les charges sociales existent pour les

activités artistiques comme pour une quelconque industrie. Le public change, un public à deux visages que les responsables ont de la peine à saisir. Ils se demandent qui choisir.

D'un côté, les mélomanes avertis, ceux qui voyagent à Paris et à l'étranger, dans les festivals, établissant des comparaisons parfois fâcheuses entre les productions locales et... les autres. En face, un public au contraire attaché à ses vieilles habitudes, lui-même vieillissant, préférant toutes les mauvaises opérettes au plus bel opéra de Wagner ou de Mozart ; demandant à un chanteur non des qualités musicales mais une capacité à hurler un « contre ut », fermé à toute nouveauté. Enfin, la clientèle qu'il faut séduire — car elle symbolise l'avenir — et qui échappe : ces fameux jeunes plus attirés par des idoles que par les dieux de la musique ; idoles plus proches que les dieux et tellement moins chères à produire. Comme il est plus facile de faire voyager un chanteur avec deux musiciens et sa « sono » qu'une troupe d'opéra et son « train » : orchestre, chœurs et solistes, sans parler des magasins de décors et des paniers de costumes !

La Réunion des Théâtres Lyriques de Province

Donc, dans les années 50, au moment où les théâtres lyriques de province se meurent, les pouvoirs publics prennent des mesures non seulement pour les maintenir en vie mais pour les encourager à monter des œuvres nouvelles, françaises, signées si possible de compositeurs vivants. Tel sera le premier visage de la décentralisation officielle. Les opéras de province se groupent en une Réunion des Théâtres Lyriques de Province. Ne pas confondre avec la parisienne Réunion des Théâtres Lyriques Nationaux : Opéra et Opéra-Comique.

Certaines créations firent en leur temps un bruit certain. Nous vîmes notamment à Nancy, où le directeur Marcel Lamy se démenait, tel un diable, pour son théâtre, « le Fou » de Marcel Landowsky. L'œuvre — qui révéla le soprano Jane Rhodes — apparut alors d'une conception très neuve, voire audacieuse. Pour la première fois dans un opéra, le compositeur-librettiste y posait le problème de la responsabilité du savant en face de sa découverte la plus terrifiante. A-t-il ou non le droit de l'employer contre les vainqueurs de sa patrie ? Il conclut par la négative, malgré toutes les pressions exercées contre lui, malgré le pouvoir d'un dictateur. Contre la femme qui le supplie et contre le peuple qui l'injurie dans la cage où le dictateur l'a fait enfermer. Marcel Landowsky employait dans « le Fou » nombre de procédés qui ont fait fortune depuis, notamment l'opposition entre la musique jouée « normalement » dans la fosse d'orchestre et des passages enregistrés qui prenaient une résonance singulière.

A Nancy encore, nous vîmes « le Chevalier de Neige » de Boris Vian et Georges Delerue, sorte de conte de fées un peu décousu mais non dénué de qualités poétiques.

Il y eut, à Lyon, « le Poirier de Misère » d'André Jolivet et la révélation des premières mises en scène

de Louis Erlo ; à Rouen, une fresque interminable de Jacque-Dupont sur un livret d'Hubert Devillez, « le Roi Fou », qui retraçait les malheurs de la France et de Charles VI avec reconstitution du Bal des Ardents « comme si vous y étiez ». Plusieurs théâtres exhumerent un opéra oublié de Camille Erlanger ! Mais hélas ! le public local boudait trop souvent les nouveautés qu'il ignorait ; les beaux soirs de la décentralisation, on se comptait dans certaines salles entre les notabilités de la ville et les critiques parisiens invités à encourager « les efforts de la province ».

Certains théâtres tâchèrent alors du XVIII^e siècle et en appelèrent à Rameau, rajeuni par un grand spectacle stylisé. Le malheur de cette décentralisation première manière vint de son fonctionnement. La

« Médée » de Darius Milhaud.

Réunion des Théâtres Lyriques de Province s'engageait, en effet, à inviter toute la production de l'un des théâtres admis en son sein. Disons que Nancy se transportait à Lyon (ou inversement) avec sa troupe et ses décors. Mais on s'aperçut très vite que l'essentiel du budget ne servait plus à monter des œuvres nouvelles, mais à payer des voyages.

Vint alors à la direction du Théâtre et de la Musique, M. Emile Biasini, passionné moins par l'opéra et par la décentralisation que par l'utilité culturelle de la vie musicale. M. Biasini est un homme pratique ; il ne craint pas d'affirmer son attachement aux solutions « de bon sens ». Pour lui, spectateur assidu de toutes les manifestations provinciales, qu'elles se réclament ou non de la décentralisation, le premier système ne valait rien ; il vouait toute la Réunion des Théâtres Lyriques de Province à la paralysie. Il lui substitua un système de primes : envoyant dans les divers opéras des « missi dominici », convoquant à la fin de chaque saison un jury qui classait les théâtres suivant ses mérites, il distribua ses subventions sous forme de récompenses.

Cette solution eut le mérite de faire l'unanimité contre elle. Nous n'avons pas rencontré un directeur de théâtre qui en soit satisfait. Ni un adjoint aux Beaux-Arts. Les grandes villes se plaignent d'être concurrencées par des théâtres qu'elles jugent moins

importants que le leur ; les municipalités moyennes estiment qu'elles souffrent automatiquement d'une injustice puisqu'on les compare à plus fortunées qu'elles.

Pour lutter contre cet état de chose, six théâtres viennent de s'unir et de se promettre assistance, créant la décentralisation dans la décentralisation dont nous parlons tout à l'heure : Marseille, Nice, Lyon, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Ils s'engagent à monter chaque année, avec leur propre troupe et leur orchestre, mais avec les mêmes solistes et dans les mêmes décors, ce qui réduit les frais de répétition, une grande création faite par l'un d'eux. Ainsi « le Prince de Hombourg » de Hans Werner Henze, créé en français au dernier festival de Lyon-Charbonnières dans une mise en scène de Louis Erlo, sera-t-il repris au cours de l'hiver à l'opéra de Lyon, puis dans deux autres théâtres au moins de la « petite décentralisation ».

Il existe aussi une fierté, un honneur pour une ville de province lorsqu'une grande œuvre y remporte un succès. Là se livrent sur le plan local des batailles... pour le principe et pour le budget. « Il y a toujours un conseiller municipal qui fera entendre sa voix en faveur d'un stade ou d'une piscine et trouvera le théâtre un divertissement onéreux et peu utile » disent souvent tous les adjoints aux Beaux-Arts. Ils considèrent en soupirant les quatre milliards anciens alloués à l'Opéra de Paris. Et ils peuvent à bon droit se targuer de faire souvent beaucoup mieux avec des budgets dix à vingt fois moindres.

Les exemples crient l'injustice de ce déséquilibre entre le budget de l'Opéra et de l'Opéra-Comique au répertoire ridiculement réduit, au niveau artistique médiocre, sans troupe véritable (seul l'orchestre demeure au niveau international) et certains théâtres de province qui donnent véritablement l'impression que la province, c'est Paris !

De belles Nuits dans les Opéras de Province

Nice, la saison dernière a créé en français « l'Élégie pour de jeunes amants » de Hans Werner Henze et a deux fois de suite, au printemps, donné intégralement « la Tétralogie » de Richard Wagner, en allemand, avec des artistes de premier plan tandis que Paris n'offrirait aucune création et pour Wagner quelques représentations — fort belles d'ailleurs — de « Tristan et Isolde ». Mais Toulouse, mais Lyon elles aussi donnaient la « Tétralogie » intégralement et en allemand, tandis que Rouen affichait « Les Maîtres Chanteurs de Nuremberg ». A Toulouse, on vit encore « le Joueur » de Prokofiev dont c'était la création en France. A Marseille, la merveilleuse troupe de ballet formée et entraînée par Lazzini — un chorégraphe dont les idées fusent et rayonnent — poursuit un admirable travail. Certains de ses ballets « E pur si muove », $E=MC^2$, se placent au premier rang de la production internationale. Ce petit homme aux cheveux frisés, au regard perçant, au caractère fantasque possède, en plus de ses dons de chorégraphe, un

instinct dramatique infallible qui transfigure chacun de ses ballets où souffle la poésie, où parle l'âme.

D'autres titres encore pourraient s'ajouter à cette liste : « Médée » de Darius Milhaud à Mulhouse, « Lulu » d'Alban Berg à Marseille. La saison qui s'ouvre promet d'autres richesses. Quel Strasbourgeois changerait avec un Parisien ? Aucune des œuvres affichées à Strasbourg ne l'est plus à Paris depuis longtemps ou ne l'a jamais été : « la Dame de Pique » de Tchaikowsky, « Falstaff » de Verdi, « Parsifal » de Richard Wagner, « l'Enlèvement au Sérail » de Mozart, la création française du « Jeune Lord » de Henze et deux « succès bien français » : « Mannon » et « Samson et Dalida ». Nice annonce la création en français de « Wozzeck »...

« Le Joueur » de Prokofiev

L'énumération serait trop longue et fastidieuse. Mais nous aimerions évoquer quelques souvenirs précis de certaines nuits à l'Opéra où le plaisir de découvrir une œuvre, le bonheur d'entendre une musique neuve faisait oublier toute autre considération. Et surtout la « politique culturelle ».

C'était au mois de mai, à Nice, voici deux ans déjà, l'opéra maudit de Chostakovitch, « Lady Macbeth du gouvernement de Minsk » dans un sombre décor et une mise en scène très heureuse signée Pierre Médecin. Cette Macbeth de village fut longtemps mise à l'index par Staline et il y a peu de temps qu'on la joue et la redécouvre dans le monde, y compris en U.R.S.S. Elle révèle chez Chostakovitch une violence sensuelle, un don de choquer par des sonorités inhabituelles, que des œuvres plus contemplatives et plus officielles, avaient fait oublier.

C'est l'automne à Marseille pour « le Tour d'Ecrou », l'une des plus belles œuvres qu'ait écrites le compositeur britannique Benjamin Britten, d'après une nouvelle d'Henry James. Bien anglo-saxonne d'inspiration, cette histoire de fantôme et de petit garçon poursuivi par son précepteur, est mise en musique de façon implacable, avec une logique que fait ressortir l'instrumentation de l'orchestre ; une formation de chambre, des solistes. Ce n'est sans doute pas un opéra de chambre. Certainement une œuvre intimiste

dont la froideur apparente et la cruauté laissent haletant ; un Tchekov non adouci par le fatalisme slave.

La langue française n'enlève rien à l'étrangeté de l'œuvre et la mise en scène typiquement théâtrale d'André Barsac, exacte et réglée telle une minuterie, allait jusqu'à faire oublier que l'opéra comporte toujours, quoi que l'on fasse, quelques déplorables conventions.

Et puis ce fut l'hiver dernier à Toulouse. Nouvelle découverte, « le Joueur » de Serge Prokofiev ; une espèce d'œuvre maudite : quarante ans après avoir été achevée, elle n'avait jamais été représentée. Ah ! l'admirable orchestre de Prokofiev, ses changements de rythme qui créent l'angoisse et donnent le vertige, ses sonorités grinçantes et ses cris de lyrisme et d'amour. Tout le secret du « Joueur » est dans cet orchestre là et dans le déroulement du drame (qui ne suit pas très exactement le roman de Dostolevsky). Car les chanteurs ici dialoguent ; on pourrait dire qu'ils parlent en musique. Pas de « grand air », des caractères campés, des situations dessinées et une scène fabuleuse autour des tables de jeu du fatal casino.

Nous n'oublierons pas davantage le théâtre romain de Lyon-Fourvières, noyé sous l'orage de juin qui cessa l'espace d'une représentation. « Le Prince de Hombourg » de Hans Werner Henze, figure-clef de la jeune musique allemande, est un opéra capital. L'action suit fidèlement le drame de Kleist ; l'orchestre, ombre et lumière, tout en finesse, en recherche de timbres et de couleurs, traduit avant tout un climat psychologique dans le déroulement du drame et dans le dessin des caractères. Le héros principal, si romantique de maintien et si moderne par sa révolte, chante une musique bouleversante de pudeur et de sensibilité rêveuse. La mise en scène de Louis Erlo tirait parti du cadre romain somptueux ; divisait la scène en autant de tableaux et faisait donner pour la bataille toutes les ressources de la stéréophonie. Mais l'œuvre, tout intime et profonde gagnera sans doute lors de la reprise, cet hiver, dans une salle fermée.

Les Concerts Symphoniques

Il faut dire enfin que de nombreux orchestres de province se sont grandement améliorés grâce à la nouvelle organisation qui les lie à l'orchestre de la radio locale : au moment de la réforme des orchestres des radios de province — qui a tant fait grincer de dents — le nouveau statut a obligé les musiciens « radio » à prêter leur concours à l'orchestre du théâtre. Au lieu de deux orchestres médiocres, il s'en trouve aujourd'hui un seul des plus estimables et qui joue, bien, de la musique difficile.

Mais le drame, dans une situation qui tend à s'améliorer, réside dans sa précarité : qu'un maire change et toute une politique fructueuse risque d'être annihilée.

Heureusement, la décentralisation est à la mode depuis quelques années déjà et c'est sa chance, en un temps où les modes passent si vite. Le domaine du théâtre lyrique est capital ; celui des concerts sym-

phoniques aussi. Nous avons vu qu'il se résout assez bien dans les villes où orchestre radio et orchestre de théâtre ont fusionné. L'association joue également en faveur du concert dit classique. Mais d'autres possibilités demeurent. Ainsi celle de l'orchestre de chambre. La ville de Rouen ne pouvait plus subvenir aux frais d'un orchestre symphonique de qualité suffisante. Elle créa à la place, sous la direction d'Albert Beaucamp, un orchestre de chambre exemplaire qui a atteint, en très peu de temps la qualité internationale, et dont les musiciens payés au mois, jouent dans l'orchestre du théâtre en qualité de premier pupitre. Nous reviendrons sur cette expérience que nous considérons capitale.

Il y a aussi les pionniers. Louis Auriacombe, à Toulouse, qui fonda l'orchestre de chambre et atteignit lui aussi à la renommée. Après de longues années difficiles, dans l'angoisse des engagements et des fins de mois, l'orchestre de chambre de Toulouse vient d'être reconnu « officiel ». Il fonctionne parallèlement au déjà célèbre « Grenier », pourra élargir son public et remplir la mission culturelle dont rêvait Auriacombe depuis longtemps. Car il existe une au-

« Pelléas et Mélisande » de Debussy

tre décentralisation, dont on ne parle pas assez et qui est pourtant au moins aussi importante que la première, celle du public.

L'un des drames de la vie musicale, des concerts du dimanche parisien, des « sociétés de concert » de province, du théâtre lyrique, est, en effet, le vieillissement du public, son manque de curiosité et souvent son manque de culture, c'est-à-dire d'information sur le langage de notre temps. Or, un autre public existe, immense, avide de nouveautés, passionnant à découvrir pour les artistes et pour les organisateurs :

les jeunes qui se détournent de structures démodées, de salles où ils n'ont pas l'habitude de se rendre, mais que l'on peut intéresser aisément dès lors que l'on sait s'adresser à eux. Des preuves ? Au cours de la saison dernière à Paris, des étudiants de la Faculté de Droit ont organisé eux-mêmes des concerts de musique contemporaine, l'un consacré à Olivier Messiaen notamment, dans le nouvel amphithéâtre de la rue d'Assas. Une publicité de bouche à oreille, des affichettes chez les commerçants et sur les arbres, une salle comble et ardente, un public pour qui les artistes consentent des réductions de cachet tant ils sentent le besoin et la nécessité de communications nouvelles.

Un autre exemple : le Théâtre de l'Est Parisien, à Ménilmontant, organise depuis l'an dernier, des concerts très importants, avec les orchestres de l'O.R.T.F. et celui de la Société des Concerts du Conservatoire. Pierre Boulez y a dirigé ; de grands solistes s'y sont fait entendre et dans des programmes qui seraient boudés aux sacro-saints, anachroniques concerts du dimanche. Là encore, succès complet.

Le T.N.P. enfin, encouragé par le succès des concerts donnés l'hiver dernier, étend cette saison son expérience : six séances sur le thème : « la musique au XX^e siècle » dont chacune cernerait une époque bien précise, marquant l'évolution d'un art dont le langage ne cesse de se transformer.

Les Festivals à travers la France

Mais le tableau de cette décentralisation officielle ou officieuse ne serait pas complet si nous n'y ajoutions tous les festivals qui s'étendent à travers la France, de Pâques à l'automne, tel un raz de marée. Il s'agit de bien autre chose que d'une mode passagère ; le festival — qui ne mérite pas toujours son nom — semble devenir pour une ville, petite ou grande, un moyen de s'affirmer.

À côté des grands festivals de France qui font désormais figure de vétérans : Aix-en-Provence qui a si bien su chanter Mozart et a offert cette année « Pelléas et Mélisande » et « Ariane à Naxos », Menton dans son décor méditerranéen, Lyon qui emploie le meilleur de sa ville, de place en église, Strasbourg le plus ancien festival de France, et Bordeaux le plus bourgeois, chaque année s'allonge la liste des nouveaux venus. Le plus intéressant est certainement Royan, le seul festival français consacré à la musique contemporaine où la municipalité, aidée par l'O.R.T.F., a parfaitement compris tout le parti que l'on pouvait tirer d'une clientèle jeune que les vacances de Pâques rend disponible. Le plus significatif par son cadre ? Nous répondrons Tours, sans hésitation où la Grange de Meslay découverte par et pour le pianiste soviétique Sviatoslav Richter abrite depuis trois ans des concerts d'une qualité exceptionnelle par la réalisation et par l'esprit. La création de « la Rivière au Courlis » sorte d'oratorio biblique inspiré à Benjamin Britten par un Nô japonais semble y résonner encore d'une pureté médiévale accordée à la beauté du lieu.

Alors, nous dira-t-on, cette musique sur laquelle on pleure ne se porte pas si mal que cela ? Et pourtant,

« Ariane à Naxos » de Richard Strauss.

elle se porte mal parce que les efforts faits en sa faveur sont toujours insuffisants, parce qu'un opéra qui consacre un budget important pour une création ne peut plus ensuite donner au répertoire courant tout le soin nécessaire. Parce que le public qui existe, le public jeune ne va pas encore suffisamment au concert, faute d'informations et d'argent ; parce que les structures mêmes de la vie musicale, l'organisation traditionnelle des concerts par les agents ou les impresarios, la vie quotidienne des musiciens toujours plus difficile, sont liées à de vieilles, à de mauvaises habitudes.

Tous reconnaissent la nécessité d'un changement, mais combien veulent vraiment changer ?

Enfin, parce que la musique coûte cher, toujours si l'on veut la bien exécuter, avec un nombre suffisant de répétitions et le nombre exact de musiciens requis par le compositeur. Pour la musique contemporaine, il en faut beaucoup ! C'est pourquoi l'aide de l'Etat est de plus en plus nécessaire, de plus en plus urgente pour enlever à la vie musicale ce caractère d'amateurisme qu'elle revêt souvent, ou alors cette précarité que nous dénonçons.

Que ferons-nous l'an prochain ? se demandent à la fin de chaque saison, non sans angoisse, certains directeurs de théâtre, les chefs d'orchestre, les responsables de festivals qui comptent au Conseil Municipal ou dans les Administrations de Casino les hommes favorables à leur entreprise.

Ceux-là qui se battent depuis des années et livrent chaque année le même combat savent mieux que personne la nécessité d'une politique musicale cohérente qui donne à chacun selon ses mérites, selon ses besoins ; qui laisse aussi la liberté nécessaire à la province. La véritable décentralisation ne saurait non plus se réaliser dans un dirigisme strict. Paris ne peut dicter sa loi à la province.

Le nouveau budget laisse la part plus belle à la musique. On annonce la création d'un nouvel orchestre d'Etat. L'avenir proche nous dira si Marcel Landovsky, le nouveau directeur de la musique au Ministère des Arts et Lettres, est l'homme de structures nouvelles ou si l'accroissement des subventions ne servira qu'à consolider des organisations mourantes.

Nicole HIRSCH.

LES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE

démocratie vécue et précaire

Toutes les collectivités locales désirent posséder une Maison des Jeunes et de la Culture et, depuis 1945, date de fondation de la première d'entre elles, plus de six cents maisons de jeunes ont été édifiées. On assiste aujourd'hui à une accélération sensible de leur nombre. Si M. André Philip est toujours à la tête de la Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture (F.F.M.J.C.), qui en regroupe la majorité, il existe d'autres fédérations dont l'activité est également très remarquable. Lyon fut à la source de cette initiative sociale, puis les Maisons des Jeunes se sont implantées dans l'Est, la Normandie, la région parisienne ; elles sont actuellement présentes dans tous les départements français.

Le but d'une Maison des Jeunes et de la Culture est de mettre à la disposition de ses adhérents une gamme complète d'activités sportives, culturelles et de formation morale. Ainsi, à la sortie de leur travail, les jeunes, mais aussi les adultes d'un quartier, trouveront-ils un lieu d'accueil leur permettant de se réunir dans une ambiance confortable et chaleureuse. L'on devine, au moment où les bandes de jeunes se multiplient, spécialement dans les grands ensembles d'habitation, combien la présence d'un tel pôle d'attraction est nécessaire. D'ailleurs, l'expérience a prouvé que l'apparition d'une Maison des Jeunes impliquait la disparition des bandes et coïncidait avec une régression de la délinquance juvénile.

Le problème de leur financement est particulièrement critique puisque le coût de ces ensembles socio-éducatifs est important. La solution de transformer un local ancien en Maison des Jeunes n'est évidemment pas satisfaisante et doit être progressivement abandonnée. Aussi, il appartient aux collectivités locales et spécialement aux Mairies, de prendre en charge l'édification des Maisons des Jeunes et de la Culture. Une Maison, même modeste, coûte environ 300.000 F (chiffre minimum), tandis que, si l'on veut construire un théâtre pour amateurs, des salles de sport nombreuses, un auditorium, c'est 4.000.000 de F qu'il faut investir. Entre ce minimum et ce maximum, de nombreuses réalisations sont évidemment concevables.

Dès l'achèvement de la construction, la ville signe avec une association locale de Maisons des Jeunes et de la Culture une convention. La ville met à la disposition de celle-ci les installations et assure l'entretien des bâtiments ainsi que des prestations d'ordre matériel ou financier. Il appartient à l'association, chargée de la gestion de la Maison des Jeunes, de s'affilier le plus souvent à une des fédérations nationales, qui lui procurera un directeur et des animateurs.

L'activité d'une Maison des Jeunes soulève des problèmes délicats et fondamentaux. Ils concernent notamment la nécessaire diversité des activités de la maison, et le difficile respect d'un équilibre idéologique démocratique.

Les activités nombreuses qu'abrite une Maison des

Jeunes sont imposées par la diversité de ses adhérents puisque, ne l'oublions pas, une Maison des Jeunes est ouverte également aux adultes. Si la Maison des Jeunes est de dimensions réduites correspondant aux besoins d'un ensemble d'habitation bien défini (par exemple d'une cité H.L.M.), cette diversité sera peu sensible. En revanche, si la Maison des Jeunes est à l'échelle d'un quartier urbain, diversifié du point de vue social, l'on conçoit que les adhérents de la Maison auront, à l'origine, un nombre restreint de préoccupations communes.

Le Conseil d'Administration et le Directeur tenteront de créer une harmonie sociale qui ne peut naître que progressivement, et souvent avec difficulté. Cependant, c'est là une tâche nécessaire, la Maison des Jeunes devant être un ferment d'homogénéité et de fluidité sociales.

Aussi, le Directeur et les animateurs doivent-ils posséder des qualités de tact et des connaissances d'ordre sociologique.

Ces qualités leur permettront de résoudre le second problème fondamental posé par la marche d'une Maison des Jeunes et de la Culture, car la présence d'un ensemble socio-éducatif important ne laisse point indifférents les divers groupes politiques, idéologiques et confessionnels qui chercheront, à leur insu parfois, à s'en assurer le contrôle ou même la direction. Or, il n'est pas admissible que l'effort d'une collectivité publique et les sacrifices des contribuables d'une cité créent un instrument de propagande susceptible de servir une idéologie particulière, si enrichissante soit-elle. Le rôle du Conseil d'Administration est, à cet égard, essentiel. Organe collégial, il doit comprendre des membres représentant toutes les familles spirituelles d'un quartier ou d'une commune, sous peine de sombrer dans le monolithisme et d'exercer une influence à sens unique sur les jeunes et sur les adultes qui lui sont confiés. C'est au moment de sa formation que les fondateurs d'une Maison des Jeunes doivent aborder cette question, dans un souci de libéralisme et de pluralisme, car, dès l'instant où le Conseil d'Administration est constitué, il est bien difficile de revenir en arrière.

Les élus locaux, remettant à l'association la Maison qui vient d'être construite, doivent se préoccuper de son équilibre idéologique : l'expérience prouve que souvent, ils négligent ce problème d'ordre moral.

Au sein des Maisons des Jeunes et de la Culture, le jeune fait l'apprentissage des responsabilités et bénéficie, à juste titre, d'une grande liberté. Les diverses fédérations insistent sur la nécessité de laisser aux jeunes et aux adultes qui adhèrent à une maison la plus large initiative. Comment concilier l'activité noble, mais forcément quelque peu intolérante du militant, avec le respect des tendances et des convictions, fondement de la démocratie vécue ? Tel est le problème que devront résoudre les Maisons des Jeunes.

Hervé de FONTMICHEL.

notes de Lecture

L'ATOME, GUERRE OU PAIX

par Jean-Claude SOUM

L'atome — tout l'atome, civil ou militaire — ne serait-il pas un fédérateur sans égal ? A cette question, un ancien journaliste scientifique, actuellement chef des Relations Publiques du Centre nucléaire européen d'Ispra, répond, au terme d'un petit livre très vivant, bien documenté, copieusement illustré, par l'affirmative. En cette saison où quelques atolls du *Pacifique*, après avoir eu l'honneur de recevoir la visite du chef de l'Etat, ont eu celui d'être ravagé par les explosions expérimentales de la France, la publication, dans une collection populaire, (1) d'une documentation succincte et objective sur l'atome guerrier comme sur l'atome pacifique est opportune. Elle peut aider l'opinion à porter sur les divers aspects de l'effort nucléaire de la France un jugement qui ne soit pas trop sommaire. En tout cas, le « grand débat » sur « La Bombe » est plus que jamais actuel : il a repris depuis le mois d'août dans *Le Figaro* et *Le Monde*, à la suite d'un article du général Beaufre, avec les interventions successives de MM. Raymond Aron, Jean Guilton, Jules Moch, Jean Rostand et Alfred Fabre-Luce. Il reste, au niveau politique, ouvert. Quel que soit, en 1967, le successeur de M. Pompidou, le nouveau Premier Ministre ne pourra échapper au fameux dilemme : ou laisser se poursuivre la constitution d'une force de frappe nationale nécessairement faible par rapport à la puissance des armes nucléaires des U.S.A. et de l'U.R.S.S. ; ou risquer de se voir accuser de négliger la défense nationale et d'exposer la France à une situation comparable à celle de 1940.

Si le problème se posait en ces seuls termes, le devoir de n'importe quel chef de gouvernement serait clair. C'est d'ailleurs, depuis 1958, la seule alternative que le général de Gaulle nous propose : la force de frappe ou la perte de l'indépendance (que ce soit par invasion ou par inféodation). Nul ne songe, dès lors, à s'étonner que les décisions initiales, prises dans un tout autre contexte et dans une perspective d'union politique européenne, par MM. Guy Mollet et Félix Gaillard, aient été développées, en régime nationaliste, avec toute l'efficacité dont le gaullisme est capable dans un domaine à ses yeux aussi essentiel pour l'affirmation de

l'indépendance. A quoi un technicien aussi compétent que M. Jules Moch répond, non sans raison, que pour dissuader, une force nucléaire doit être suffisante, non seulement en puissance explosive, mais aussi en nombre et en qualité des moyens de « livraison ». Sur ces deux points, il est clair que la dissuasion française est techniquement peu impressionnante : en 1973, sa puissance de feu sera de 85 mégatonnes — en équivalent d'explosif au T.N.T. — alors que, dès 1965, celle des Etats-Unis atteignait 25.000 mégatonnes, et celle de l'U.R.S.S., au moins 6.000 mégatonnes ; quant aux vecteurs, nos 62 Mirages IV seront immédiatement périmés par rapport aux fusées intercontinentales des géants, et notre premier sous-marin à propulsion et armement nucléaires ne sera en service qu'après 1970. Ces indications, et bien d'autres, que nous fournit sans commentaires Jean-Claude Soum, se suffisent à elles-mêmes. Si l'auteur n'émet aucun jugement direct à l'égard de l'armement nucléaire français, les comparaisons chiffrées qu'il nous livre ont valeur de démonstration : elles inclinent à considérer cette force comme nulle, tout au moins à l'égard des grandes puissances nucléaires. De même que la page où il nous rappelle quels effets aurait sur Paris une bombe atomique de 20 kilotonnes (cinq fois plus faible que les engins dopés actuellement en cours d'expérimentation) nous fait réfléchir sur les conséquences éventuelles de la stratégie anti-cités chère à M. Messmer.

Cela dit, il est indéniable, comme le souligne l'auteur, qu'il ne sera guère possible, au moins prochainement, de débarrasser l'énergie nucléaire de l'emprise militaire : née des recherches de savants européens souvent pacifistes, c'est la deuxième guerre mondiale, à cause du potentiel décisif que devait être la possession exclusive de la bombe A, qui en réalisa très vite les virtualités stratégiques. Et trop d'hommes sont aujourd'hui, à tort ou à raison, persuadés — ou, tel M. Raymond Aron, résignés à penser — que l'équilibre de la terreur a évité au monde une troisième guerre mondiale. Mais il ne faut être que deux sur la balançoire : la dispersion des engins nucléaires, qu'une dizaine de pays seront, s'ils le veulent, en mesure de se donner avant 1980, ne risque-t-elle pas de perturber le jeu, plus ou moins codifié par le Traité de Moscou ?

(1) « L'Atome, guerre ou paix ? », par Jean-Claude Soum. Collection « La nouvelle encyclopédie », Hachette.

La solution est évidemment d'ordre politique, et Jean-Claude Soum, sans entrer dans le détail, fait mieux que la suggérer : l'atome, dit-il, est un ferment de communauté, car il renforce l'impérieuse nécessité d'un rapprochement entre les peuples. Pour éviter la guerre et — puisque l'atome est un extraordinaire outil aux applications civiles innombrables —

bâtir une paix plus solide, à base de développement agricole et industriel, la diplomatie de l'indépendance nationale est inopérante. Telle est la conclusion qu'avec la discrétion des vrais pédagogues, l'auteur de « L'atome, guerre ou paix ? » laisse à ses lecteurs le soin de tirer.

Pierre MARINUS.

● ENTRE GUERRES ET PAIX

par Jean LALOY.

Jean Laloy est un diplomate qui a participé personnellement à tous les principaux événements internationaux depuis la fin de la guerre. Sa réputation est grande à Moscou, Londres, Washington ou Bonn. Il s'est longtemps spécialisé dans les affaires soviétiques. Jean Laloy sait de quoi il parle. Il a, d'autre part, le don d'aller toujours à l'essentiel, ce qui permet au lecteur d'assimiler aisément les synthèses concernant les sujets les plus complexes. S'il se révèle un historien de talent, il réussit également à dénouer pour nous les problèmes ardues et à nous les présenter simplement.

« Entre Guerres et Paix » (1) comprend trois parties, les deux dernières très différentes de la première. Celle-ci est historique et décrit toute la période de 1941 à 1945. La deuxième partie est consacrée à l'analyse et à l'étude des grands faits politiques et stratégiques de notre époque. La troisième constitue une esquisse de quelques solutions qui pourraient permettre d'améliorer les rapports entre les nations.

Ainsi, à la fin de la première partie quitte-t-on soudain l'histoire pour des considérations d'ordre général. La lecture jusque là facile et passionnante devient plus austère et exige une concentration de la pensée. Enfin, le rythme même de l'ouvrage se modifie : on peut presque le lire en tranches séparées.

Pourtant, très vite, le lien entre toutes les parties apparaît, la construction se révèle comme un ensemble uni et cohérent. La seule solution de continuité tient à la nature des choses, au fait nucléaire lui-même qui domine les deux derniers tiers du livre. L'auteur, pas plus que le monde, « ne peut se débarrasser aisément de la bombe ».

La première partie de l'ouvrage retrace donc l'histoire de ces moments décisifs pour le sort du monde qui se sont déroulés de 1941 à 1945. A vrai dire c'est aussi l'histoire des rapports personnels entre Roosevelt, Churchill et Staline. Les portraits que dessine Jean Laloy des trois hommes sont à la fois vifs et profonds. Si le problème du second front, celui de la « capitulation sans condition », le drame polonais, la question allemande, l'organisation de la sécurité après la guerre sont traités avec la rigueur d'un historien, ils prennent un relief particulier du fait de la présence humaine de trois personnalités exceptionnelles que l'on retrouve à chaque page avec leurs qualités

et leurs défauts. Les conférences de Moscou, de Téhéran, de Yalta deviennent, avec Jean Laloy, des événements humains autant qu'historiques. On comprend tout naturellement comment des espoirs déçus on est passé aux malentendus puis aux crises.

A cet égard, la malheureuse affaire de Pologne est mise en valeur de manière frappante : elle a joué un rôle très important pendant de longs mois et ses prolongements sur la question allemande sont toujours d'actualité.

Le chapitre sur la Conférence de Yalta est sans doute le plus vigoureux. Bien que l'on ait beaucoup écrit sur Yalta, il offre une contribution à la fois scrupuleuse et nouvelle, un jugement objectif et raisonnable sur une réunion internationale dont les conséquences furent considérables. Comme le dit Jean Laloy, « la division du monde n'est pas due à la conférence de Yalta. Elle est due à des causes plus profondes. Une meilleure politique en aurait sans doute atténué les effets. Elle ne l'aurait pas supprimée ».

La première partie se termine par une conclusion décrivant « la division du monde » en 1945. On y trouve beaucoup de clefs qui expliqueront les « crises » futures (la guerre fera place aux crises) et faciliteront la compréhension des chapitres suivants.

A la phase de la Division, annonce l'auteur, succède la phase de la Dissuasion. Il s'agit là d'un changement considérable. Le moment actuel est peut-être « plus sérieux que la prise de Rome ou de Constantinople, Lépante, Valmy, Waterloo ou Stalingrad ». C'est que l'arme atomique « sans proportion avec l'homme » a changé fondamentalement les règles classiques du jeu diplomatique et stratégique. Ses conséquences sur l'évolution de la pensée communiste sont particulièrement spectaculaires. La violence prend, en effet, de telles proportions qu'elle n'est plus commensurable à aucun but humain, même communiste. Dès lors, on en arrive à Moscou à reconnaître que la guerre n'est pas inévitable. Cette constatation, qui nous paraît évidente, force cependant les doctrinaires soviétiques à quitter les sentiers battus du marxisme léninisme. La Chine jette alors à la tête de Khrouchchev et de ses successeurs les accusations de « révisionnisme ». Pourtant, même chez elle, l'existence de l'arme nucléaire amène les gouvernements « à s'interroger sur la validité de la doctrine qui légitime et sauvegarde leur pouvoir ».

Les origines de la crise russo-chinoise sont ici analysées au cours de vingt-cinq pages fort utiles pour la

(1) « Entre Guerres et Paix » par Jean Laloy, éditions Plon.

compréhension de ce qui se passe aujourd'hui à Pékin.

Quant aux règles du nouveau jeu nucléaire, leur complexité ne nous est pas cachée, mais le pouvoir de simplification de l'auteur permet de condenser de manière claire toutes les possibilités d'utilisation de la bombe par les grands et par les moins grands. Ce jeu est terrible et l'on comprend comment les problèmes posés ne sont plus seulement « de l'ordre de la science mais de celui de la sagesse ». On comprend aussi pourquoi la pensée politique américaine cherche à permettre aux Etats de dominer la force nucléaire au lieu d'être dominés par elle.

La dernière partie du livre de Jean Laloy fournit des réflexions sur les forces et les « valeurs » qui sont aujourd'hui à la disposition des Etats. Il est difficile d'analyser et de résumer cette troisième partie. Disons, seulement, qu'il est fait appel à la raison, à la sagesse (pour ne pas employer le mot de philosophie), et dans une certaine mesure à la morale politique. Sur ce point l'auteur est manifestement soucieux de ne pas tomber dans un piège que les cyniques auraient vite fait de déceler. Aussi, arrive-t-il à montrer que ce sont les conditions du monde moderne qui créent,

dans l'intérêt même des Etats, une certaine moralisation de la vie politique internationale. L'indépendance, la souveraineté, prennent par ailleurs une valeur de plus en plus relative. L'unité du monde s'affirme lentement, en dépit des vicissitudes, comme « une unité non de contrainte mais de consentement et de coopération ».

Quant aux solutions préconisées pour consolider cette tendance, elles ne font pas fi de la diversité des peuples mais cherchent à développer la notion de communauté. Des idées souvent nouvelles et ingénieuses sont suggérées.

Pourtant Jean Laloy est modeste : « Ce n'est pas un règne de mille ans qui est recherché, mais une perspective pour éclairer les années qui viennent ».

« Entre Guerres et Paix » est un ouvrage que doivent lire ceux qui s'intéressent aux affaires internationales. Aux autres, il ouvre les portes d'un monde moins mystérieux qu'on le croit.

Ajoutons, pour tous, qu'il ne s'agit pas d'un livre abstrait : le concret est toujours là, soit par l'histoire, soit par des allusions fréquentes au présent ou par les jugements que l'on devine sur certaines situations actuelles.

Nicolas DUVIGNAUD.

● L'EUROPE DES PRINCES ECLAIRES

Par Léo GERSHOY

Ces princes qui nous gouvernaient — nous, les Européens — pendant le quart de siècle qui s'étend de la Guerre de Sept Ans à la Révolution Française, par quel étrange avatar figurent-ils au Panthéon intérieur de la plupart des démocrates de notre temps comme autant de souverains idéalistes, zélés des idées nouvelles, promoteurs du bien-être et de la liberté ? C'est, sans doute, la faute à Voltaire et à Diderot, tous deux trop sensibles aux flatteries, embrassades et menus cadeaux de Frédéric II ou de Catherine de Russie, dont le cynisme ne pouvait leur échapper. C'est aussi la faute « à » trop d'auteurs de manuels scolaires français, distributeurs opiniâtres d'images d'Epinal d'ailleurs contradictoires : on a exagéré en même temps le libéralisme des monarques amis des philosophes avant 1789 pour illustrer le rayonnement de « la pensée française », et leur absolutisme après, pour exalter le combat libérateur de « nos sans-culotte ». Telle est la logique de la conception « natlocentrique » de l'histoire.

Ce qu'il y a là de vrai, c'est que la grande Révolution, par ses excès, avant même que d'envoyer Louis XVI au Temple, a suscité contre elle l'unanimité des princes, éclairés ou non, qui l'ont combattue à l'extérieur par la guerre, à l'intérieur par un regain d'absolutisme. De surcroît, la mort des despotes les mieux intentionnés ramène parfois, bien avant la Révolution française, des conservateurs farouches au pouvoir : au physocrate Joseph II « empereur de gauche » qui, non content de détruire les vestiges économiques de la féodalité autrichienne, va jusqu'à promulguer un impôt sur la propriété, succède en 1790 son frère Léopold qui s'empresse d'annuler cet édit révolutionnaire ; dès 1777, au Portugal, la

fin de Joseph I^{er} entraînait la disgrâce de Pombal, après vingt-sept ans qui marquèrent un arrêt très remarquable dans la décadence du pays ; en Espagne, l'avènement de Charles IV, en 1788, sonne le glas des réformes exécutées sous Charles III par Aranda, Campomanes et Floridablanca. Dans toute l'Europe — sauf en France, où Napoléon sera finalement le type le plus achevé du despote éclairé — la réaction s'installe pour plus d'un demi-siècle. Jusqu'à l'explosion de 1848...

Dans une récente critique, d'ailleurs élogieuse, de *L'Europe des Princes éclairés* (1), M. Pierre-Henri Simon croit déceler chez Léo Gershoy, historien américain d'origine russe, une propension à voir dans l'ensemble des réformes opérées par les monarques lecteurs de *l'Encyclopédie* un mouvement concurrent de la Révolution française, et il s'élève, à juste titre, contre ce parallèle qui lui paraît abusif. Pourtant, c'est en vain que, relisant ce livre érudit, nuancé, on cherche trace de jugements en ce sens. L'éminent critique du *Monde* aura peut-être été impressionné par une remarque de M. Denis Richet qui, dans sa préface, note que dans cette seconde moitié du XVIII^e siècle, le réformisme bourgeois se rencontre avec un réformisme nobiliaire — mais c'est pour ajouter aussitôt qu'il s'agissait de deux courants minoritaires, et que l'arbitrage ne pouvait venir que des masses ou du roi. Que le peuple français ait brusquement basculé en faveur d'une révolution libérale qui lui offrait peu d'espoir de démo-

(1) « L'Europe des Princes éclairés », par Léo Gershoy. Collection « L'Histoire sans frontières », Fayard, Paris 1966. Traduction remarquable de J. Fleury. Première publication aux Etats-Unis en 1944.

cratie véritable est un fait exceptionnel, résultat d'une extraordinaire conjoncture que s'efforce d'analyser la « Commission d'histoire économique de la révolution française ». Partout ailleurs qu'en France, c'est la monarchie qui s'est imposée — et cela d'autant mieux que ses réformes étaient centralisatrices. « Le despotisme éclairé apparaît ainsi non comme un succédané à la Révolution, mais comme sa négation ».

Cette observation de M. Richet livre, en fait, la clef d'un ouvrage qui n'est, certes, pas tendre pour les despotes éclairés, que l'on ferait tout aussi bien de nommer « tyrans avertis » pratiquant avec élégance la corruption de philosophes. Frédéric Le Grand s'est servi de Voltaire, mais avec la complaisance de sa victime, et quand il écrit : « Si je voulais punir une de mes provinces, je la ferais administrer par un philosophe », il rejoint la Grande Catherine, peut-être plus cynique encore dans sa fameuse lettre à Diderot : « J'ai entendu avec le plus grand plaisir tout ce que votre brillant esprit vous a inspiré, mais avec tous vos grands principes, que je comprends très bien, on ferait de beaux livres et de mauvaise besogne. Vous oubliez dans tous vos plans de réforme la différence de nos deux positions... » Ce qui n'empêcha point l'auteur du *Neveu de Rameau* d'aller faire sa cour à l'Impératrice, quitte à en revenir — avec plus de dignité que Voltaire n'en avait eu après son renvoi de Prusse — assez « éclairé » pour publier une sévère analyse du pur despotisme de Catherine.

A vrai dire, le seul de tous les philosophes, Français ou non, de cette éclatante fin de siècle, qui ne se soit pas illusionné sur l'aptitude fondamentale des princes à faire le bonheur des peuples ; le seul qui ait songé à construire la société politique sur le consentement populaire plutôt que sur le bon vouloir du monarque ; le seul qui ait dénoncé dans le militarisme une attitude naturelle à l'Etat despotique ; le seul, aussi, qui n'eut pratiquement aucune influence avant la Révolution : c'est Rousseau-l'Iconoclaste.

Plus proche des humbles, des oubliés, des opprimés, plus pauvre, aussi, que ses confrères, « en un temps où les physiocrates et les encyclopédistes prônaient l'absolutisme légal, où la pensée politique exaltaient avant tout le gouvernement du souverain éclairé, Rousseau repousse avec force une doctrine faisant de l'Etat une grande famille, et du roi, le père de son peuple ». Le plus prolétaire des philosophes apparaît ainsi devant l'histoire, compte tenu de ses naïvetés, comme le plus authentique père de la démocratie moderne — politique et même économique et sociale — qu'aujourd'hui même il nous reste à construire...

Pour autant, il serait injuste d'ignorer ou de sous-estimer l'intérêt ou l'importance des autres penseurs et des économistes qui, au demeurant, furent plus écoutés. Si indulgents qu'ils aient été parfois à l'égard du pouvoir royal qu'ils espéraient infléchir, les créateurs des Lumières, héritiers de Locke et de Spinoza, ont constitué le mouvement humanisme et humanitaire qui s'est le plus pleinement accompli dans le génie de Rousseau : Grirum, d'Holbach, Montesquieu, Malby, Morelly, Linguet, La Chalotais, Turgot, Kant, Herder, Helvétius, Beccaria, Burke, sont avec Diderot, d'Alembert, Voltaire, les plus connus. Il ne serait pas plus équitable de ne pas reconnaître que, par comparaison avec leurs prédécesseurs et successeurs immédiats, bien des souverains — et même Catherine — font figure de créateurs audacieux, organisateurs de l'Etat centralisé, briseurs des féodalités, notamment religieuse, technocrates avant la lettre. Le projecteur de M. Gershoy situe chacun dans son rôle avec sa part de Lumières et d'Ombres. Son livre, synthèse aussi vivante que documentée sur une époque où l'on ne perçoit trop souvent que les événements qui bouleversent la seule France, nous offre de l'Europe de 1763 à 1789 un panorama surtout politique et philosophique, mais aussi littéraire et artistique auquel on a plaisir et intérêt à revenir. L'Europe du grand dilemme nous est rendue.

Jean-Marie DAILLET.

A NOS LECTEURS

L'ambition de l'équipe de « France-Forum » va à contre-courant des facilités à la mode et entend rester fidèle à une tradition d'exigence et de respect du lecteur considéré comme un homme libre et responsable auquel on propose honnêtement les éléments d'une problématique sans lui imposer une solution préétablie. Non pas que nous cédions à la mythologie, passablement achalandée, de l'information dite objective qui ne paraît dispenser de décider que parce qu'elle implique des conclusions camouflées. Mais il s'agit à chaque fois de dégager les interrogations authentiques et les vrais problèmes que dissimulent trop souvent l'effervescence de fausses querelles et la persistance des intégrismes idéologiques.

Si nous avons obtenu que « France-Forum » soit une sorte de colloque continué grâce au concours de tant de collaborateurs venus d'horizons politiques et philosophiques différents, c'est que la fermeté dans le service de nos

valeurs fondamentales non seulement n'exclue pas, mais requiert la plus large ouverture.

Instrument de confrontation et de libre recherche, carrefour de réflexion, centre de formation et d'information démocratiques, « France-Forum » est tout simplement une entreprise démocratique qui entend illustrer et approfondir l'idée démocratique à un moment où celle-ci risque d'être compromise ou travestie par les anciens sectarismes et les nouvelles technocraties. Reconnaissance réciproque, dialogue, échanges sont la raison d'être de « France-Forum ».

A tous ceux qui comprennent notre effort, à tous ceux qui nous lisent, nous demandons de nous apporter leur appui, c'est-à-dire de s'abonner à « France-Forum », de susciter des lecteurs et des abonnés nouveaux, d'accroître le rayonnement de la revue. Il y va de « France-Forum », mais aussi d'une certaine conception de la presse d'idées et de formation.

Etienne BÖRNE — Henri BOURBON.

LE ROUGE ET LE NOIR

par Etienne BORNE

ANDRE BRETON vient de quitter cette vie, que, par refus doctrinalement maintenu de l'espérance religieuse, il disait la seule réelle, qu'il a voulu même vivre comme surnaturelle et ruisselante de merveilles, dès lors qu'elle s'était pour lui illuminée par les deux astres de la révolte et de la poésie, qui selon ce surréalisme dont il fut l'inventeur, le théoricien et le praticien ne font en fin de compte qu'un seul et même soleil. Homme de parti-pris et de violence, André Breton ne pouvait susciter que des réactions pareillement démesurées d'admiration et de détestation. Mais quelle que soit la discordance des jugements qui ont été ou seront portés sur l'œuvre et le personnage, il reste que ce rebelle de grand style n'est pas sans postérité ; que la peinture, le cinéma, la poésie de notre temps ne seraient pas ce qu'ils sont devenus si, au lendemain de la première guerre mondiale, André Breton n'avait lancé des manifestes et un message qui furent des provocations, mais aussi des provocations à l'invention ; qu'en particulier Eluard n'aurait pas été Eluard, Aragon ne serait pas Aragon sans une première saison surréaliste qui leur a révélé les puissances de l'image et les sortilèges du langage ; qu'enfin et surtout le propos d'André Breton porte bien au-delà d'un renouvellement ou d'une subversion, comme on voudra, de la littérature : par la manière dont elle opère la transmutation d'un art poétique en art de vivre, l'alchimie surréaliste entend sonner le glas de toutes les sagesse confondues avec de déshonorants conformismes et annoncer l'avènement d'une liberté faite à la fois de révolte et de folie, liberté dont il faut bien se demander si elle a vraiment un avenir.

A son point de départ, le surréalisme n'est qu'une certaine théorie de l'image ou plus exactement de la métaphore poétique, laquelle ne doit pas être fabriquée mais donnée dans une sorte d'état de transe ou de grâce, obtenu par la suspension des facultés critiques et rationnelles et la libération de ce qu'il y a dans l'inconscient de plus sauvage et de plus insolite : d'où le procédé de l'écriture automatique, si souvent commenté mais qui risque de donner une fausse idée de l'esthétique surréaliste puisqu'il n'est ni une technique, ni un automatisme et ne signifie rien d'autre que l'absolue confiance faite à la spontanéité de l'expression, c'est-à-dire en fin de compte à la liberté. La théorie de l'image poétique va alors se charger d'une doctrine et d'une mystique qui engageront le tout de l'existence. Qui « lâche tout » comme le recommandait le jeune Breton, qui rompt les contraintes et les sécurités de la logique car « le surréalisme, cette toute petite passerelle au-dessus de l'abîme, ne saurait être bordé de garde-fous », qui enfin, pour continuer à citer Breton, « crève le tambour de la raison raisonnante et contemple le trou », celui-là aura ouvert des fenêtres lumineuses dans le gris des apparences, et, initié aux mystères cocasses et bouleversants du monde, sensible aux hasards et aux rencontres qui sont signes et prodiges, il sera sacré voyant et deviendra poète par simple transcription de ce qu'il aura vu d'excès et d'inouï.

PARCE qu'ils opéraient une révolution dans le langage, arraché par la poésie à la banalité du bavardage et à l'utilitarisme quotidien, parce qu'ils étaient animés par l'incroyable ambition de rendre enfin vraie et dense une parole jusqu'à eux mensongère ou vide, André Breton et ses premiers compagnons dataient allègrement leurs premiers textes de l'an I de la liberté. Toutefois, si la révolution dont il se voulait le pionnier était à ses yeux la première révolution enfin pure, totale, intégrale, André Breton, qui était un homme de grande culture et de vaste érudition, se reconnaissait, ailleurs et avant lui, des complices et des précurseurs. Ainsi le surréalisme, même s'il n'était pas payé de retour, révérait Freud et la psychanalyse, alors dans son agressive nouveauté, pour leur découverte de l'inconscient et leur démythification radicale des interdits moraux et des tabous religieux. Ainsi le surréalisme, qui reconnaissait en Marx un autre et plus ancien penseur révolutionnaire, chercha la collaboration avec le communisme, inspirateur d'une révolution qui venait de détruire, en Russie, cet ordre bourgeois, objet de haine inexorable pour André Breton et les siens. Ainsi, en conjuguant leurs puissances explosives, ces trois révolutions, la psychologique, la politique, la poétique, ne seraient pas incapables de livrer toutes les vieilleries du monde à un grand incendie purificateur.

ILLUSIONS dont une dure expérience a fait justice. Le propos de Freud était de guérir et non d'exaspérer les dérèglements de l'esprit, et sa thérapeutique, doublement prosaïque parce qu'elle fait fond sur l'explication rationnelle des troubles psychiques et qu'elle aboutit à l'acceptation du réel et à la résignation à l'inévitable, ne pouvait guère considérer la poétique révoltée du surréalisme que comme un phénomène pathologique réel ou simulé. De l'autre côté, prétendre faire des deux maximes « changer le monde » et « changer la vie », celle de Marx et celle de Rimbaud, un seul et même projet révolutionnaire, c'était se méprendre et sur Marx et sur Rimbaud. La révolution communiste est déjà dans l'opposition l'ordre institué, la structure organisée, le pouvoir autoritaire que, victorieuse, elle établira dans l'Etat ; le marxisme est un rationalisme qui de la négation elle-même fait un moment dans un progrès logique et qui cherche la vérité, non dans les hasards singuliers de l'existence, mais dans les nécessités impersonnelles du monde et de l'histoire. La révolution surréaliste qui exalte l'irrationnel et le merveilleux et qui fait profession de haïr l'ordre et l'autorité est donc incompatible avec la révolution marxiste ; Aragon l'a compris qui a dû quitter celle-là pour servir celle-ci. Qui hisse le drapeau rouge tient pour contre-révolution la sur-révolution du drapeau noir et qui hisse le drapeau noir est voué à ne voir que tyrannie et mensonge dans la bien-pensante révolution du drapeau rouge. Au moins André Breton n'a-t-il pas mis son drapeau dans sa poche, et même dans « Arcane 17 » où son art atteint à une sorte de classicisme et où sa pensée paraît s'ouvrir à l'interpellation d'autrui, il maintient, forme et fond, le tout du grand défi : « Osiris est un dieu noir ».